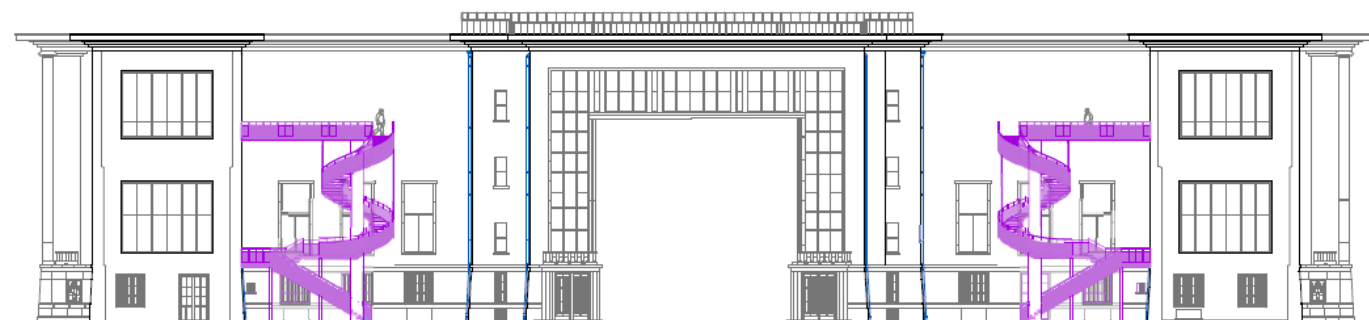


PALAIS DE LA PORTE DOREE

Démolition des escaliers de secours en Façade Nord

NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER



293 avenue Daumesnil,
75012 PARIS

Référence : PalaisDeLaPorteDorée_NOC_ind0_250505

Table des matières

1. PREAMBULE ET DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Préambule	5
1.2. Présentation du projet.....	6
1.3. Situation	6
.....	6
2. INSTALLATIONS COMMUNES	9
2.1. Contraintes d'environnement.....	9
2.2. Imputation des frais et dépenses d'intérêt commun	9
2.3. Installation de chantier (à vérif).....	9
2.3.1. Charges temporaires de voirie et de police résultant des installations de chantiers	9
2.3.2. Cantonnements pour les effectifs TCE du chantier	10
2.3.3. Sanitaires dans l'emprise chantier	10
2.4. Horaires de chantier	10
2.5. Plan d'installation de chantier.....	11
2.6. Clôtures de chantier – Portails – Signalisations	11
2.7. Circulations piétonnes et protections	12
2.8.1. Circulation intérieure et extérieure au chantier	12
2.8.2. Circulation des véhicules et livraison de matériel.....	12
2.8.3. Protections individuelles	12
2.8.4. Protections collectives.....	13
2.9. Panneau de chantier et panneaux de communication.....	13
2.10. Branchement d'électricité	14
2.10.1. Installation provisoire de chantier.....	14
2.10.2. Installation définitive.....	14
2.11. Branchement d'eau.....	14
2.12. Egout, assainissement, en phase provisoire de chantier.....	15
2.13. Aires de stockages.....	15
2.14. Bureaux de direction de chantier	15

2.14.1.	Mise à disposition de bureaux	15
2.14.2.	Salle de réunions	15
2.15.	Bureaux d'entreprises	15
2.16.	Hors d'air provisoires	16
2.17.	Préchauffage, chauffage provisoire et ventilation	16
2.17.1.	Préchauffage	16
2.18.	Hygiène -Sécurité – Santé sur le chantier	16
2.18.1.	Généralités.....	16
2.18.2.	Utilisation de produits dangereux	16
2.18.3.	Sécurité incendie.....	17
2.18.4.	Maintien des issues de secours en service	17
2.19.	Nettoyage, évacuation	17
2.19.1.	Déchets ménagers	17
2.19.2.	Nettoyages en cours de chantier	17
2.19.3.	Nettoyages de fin de chantier et de repli des installations de chantier.....	18
2.19.4.	Aire de réception des déchets de chantier – Bennes à gravais	18
2.20.	Gardiennage du chantier, bureaux et cantonnements	18
2.20.1.	Surveillance humaine	18
2.20.2.	Surveillance technique	18
2.21.	Livret d'accueil	18
2.22.	Moyens propres	19
2.23.	Responsabilité de l'entreprise, protection des ouvrages	19
2.24.	Détériorations, vols.....	19
3.	SYSTEME D'ECHANGE DE DONNEES INFORMATIQUE / PLATEFORME DOCUMENTAIRE.....	20
3.1.	Circulation de l'information	20
4.	CONVENTION DE MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE SYNTHESE.....	20
5.	COMPTE PRORATA ET DEPENSES D'INTERÊT COMMUN	20
6.	CONDITIONS GENERALES DE REALISATIONS DES TRAVAUX	20
6.1.	Rappel des conditions de base	20
6.2.	Préparation de chantier et études d'exécution	22
6.2.1.	Phase de préparation de chantier	22
6.2.2.	Notification du planning	24
6.2.3.	Prototypes – échantillons	24
6.3.	Réunions de chantier.....	24
	Une réunion hebdomadaire est organisée avec présence obligatoire du titulaire du lot n°01.	24
6.4.	Traitement des situations	24

6.5.	Essais	24
6.6.	Pollutions extérieures.....	24
6.6.1.	Pollution du sol	24
6.6.2.	Pollution de l'air	25
6.7.	Dossier des ouvrages exécutés.....	25
6.8.	Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.....	25

1. PREAMBULE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Préambule

Le présent document constitue une annexe indissociable du CCAP auquel il fait expressément référence et dont il précise ou complète les dispositions générales.

Le présent document vise à définir les installations de chantier nécessaires au bon déroulement des travaux.

Cette définition constitue un minimum quantitatif et qualitatif. Au-delà de ce seuil minimal, il appartient aux entreprises de mettre en place et d'entretenir toutes les installations et équipements qui s'avèreraient nécessaires ou simplement utiles à la sécurité des personnes, à l'hygiène et plus généralement à la bonne tenue du chantier et au respect du calendrier de réalisation des ouvrages. Les dispositions du présent document sont applicables dès la signature du marché selon la répartition des tâches et ouvrages décrits ci-après entre elles. Cette coordination se fait sous contrôle et avec l'assistance du MOE, de l'OPC et du coordonnateur SPS.

En cas de contradiction avec le Plan Général de Coordination ou avec les instructions du Coordinateur SPS, les dispositions les plus contraignantes en termes de sécurité sont mises en œuvre.

Le chantier est réalisé au sein du Palais de la Porte Dorée, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 30 décembre 1987 des ouvrages suivants : façades et toitures, grille d'entrée, hall et galerie entresolée, deux salons ovales dits « du Maréchal Lyautey » (Asie) et « du Ministre Reynaud » (Afrique), grandes salle des fêtes (forum) avec les deux salles adjacentes dites « des Ecorces peintes » (hall Est) et « des Nouvelles Hébrides » (hall Ouest) et les trois escaliers avec leur ferronnerie. Inscription à l'inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 30 décembre 1987 du reste de l'édifice.

Le Palais a été construit entre les années 1928 et 1931. Le Palais accueille le Musée National de l'Histoire de l'Immigration ainsi que l'Aquarium Tropical.

La présente Notice d'Organisation de Chantier a été établie sur la base d'une dévolution des marchés de travaux en 1 lot pour l'ensemble de l'opération :

- Lot 01 – Gros œuvre

Le présent marché s'imbrique dans un ensemble de travaux à savoir « rénovation du clos et couvert du Palais de la Porte Dorée » et « Démolition de l'escalier en façade pour mise en sécurité du Palais ».

1.2. Présentation du projet

Le présent projet porte sur une intervention en urgence visant la démolition et le remplacement de l'escalier extérieur longeant la façade Nord du bâtiment. Ce dernier a été identifié, dans le cadre du diagnostic patrimonial, comme un élément présentant un danger immédiat pour la sécurité des personnes en raison de son instabilité structurelle avérée. Son usage est aujourd'hui interdit, contraignant le personnel à emprunter l'escalier intérieur pour accéder aux niveaux supérieurs et à évacuer les lieux via les deux portes situées au rez-de-chaussée bas.

L'opération comprend la dépose complète de l'escalier existant, tout en intégrant les contraintes spécifiques liées à la voie pompier en pied de façade Nord, aux usages logistiques quotidiens de l'établissement et aux limites physiques de la parcelle.

L'objectif est de supprimer définitivement cet ouvrage, afin d'éliminer tout risque lié à son usage et d'empêcher durablement son accès.

1.3. Situation



Figure 1: Vue satellite Google Earth avec localisation périmètre

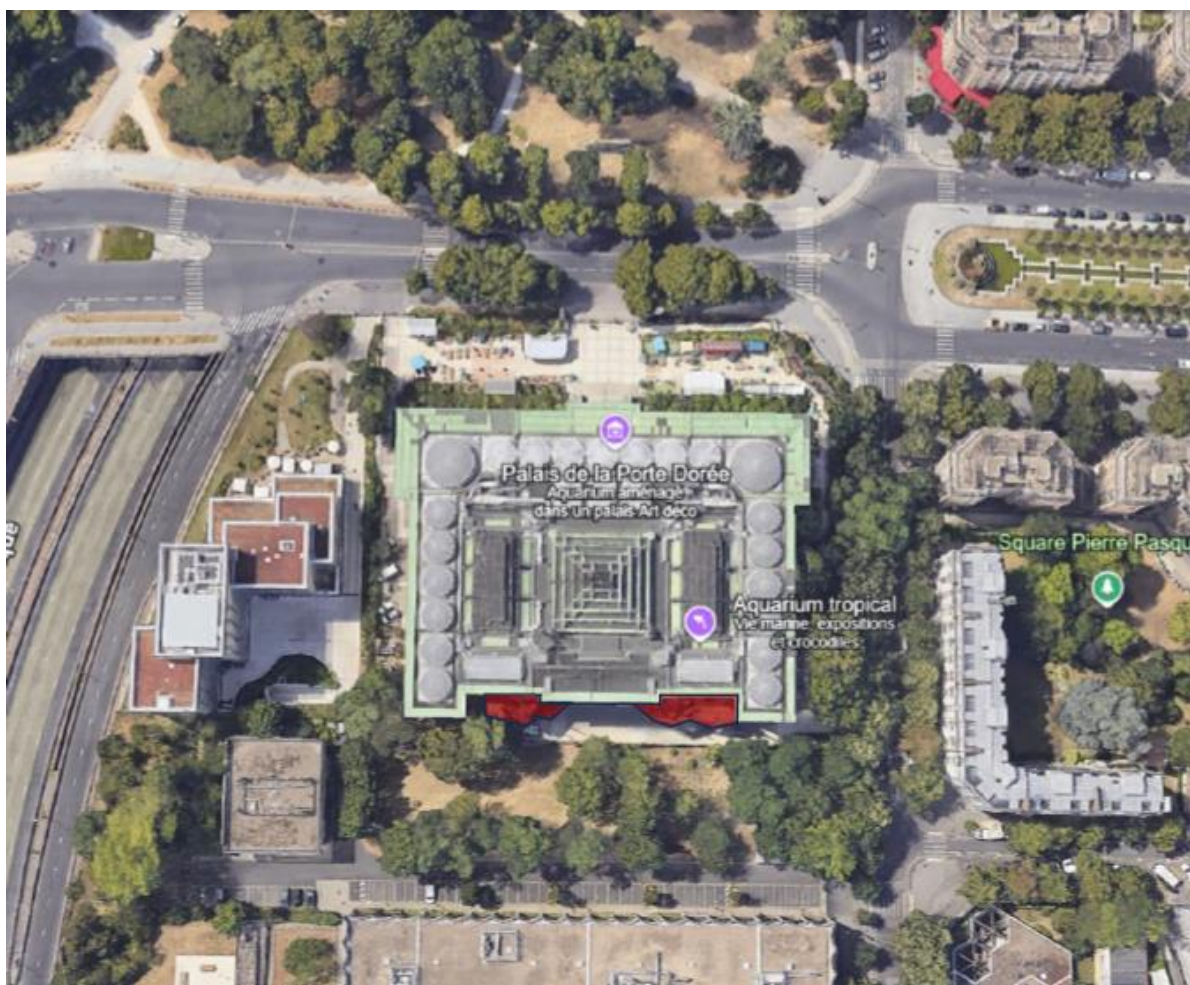


Figure 2: Vue satellite Google Maps avec localisation périmètre

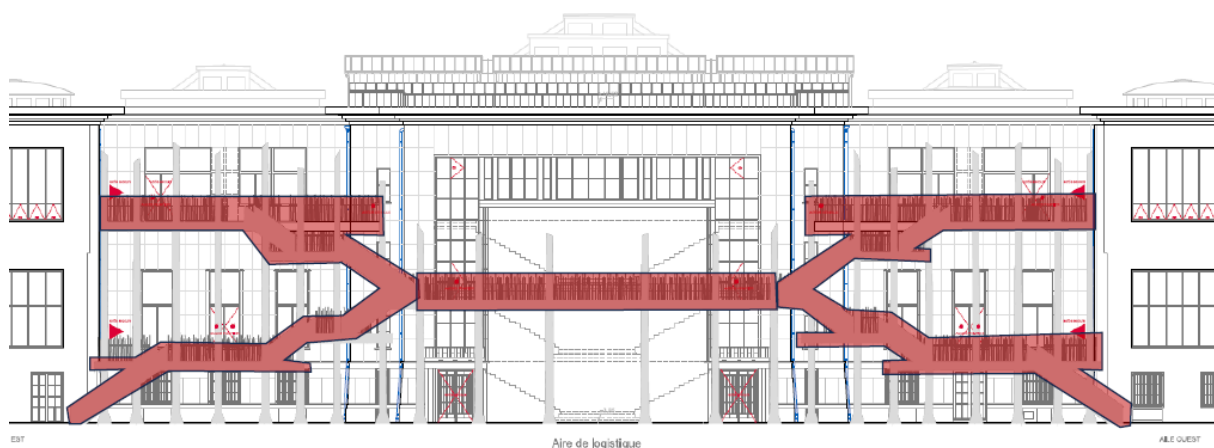


Figure 3: Vue de face, graphique MOE, avec repérage des zones travaux

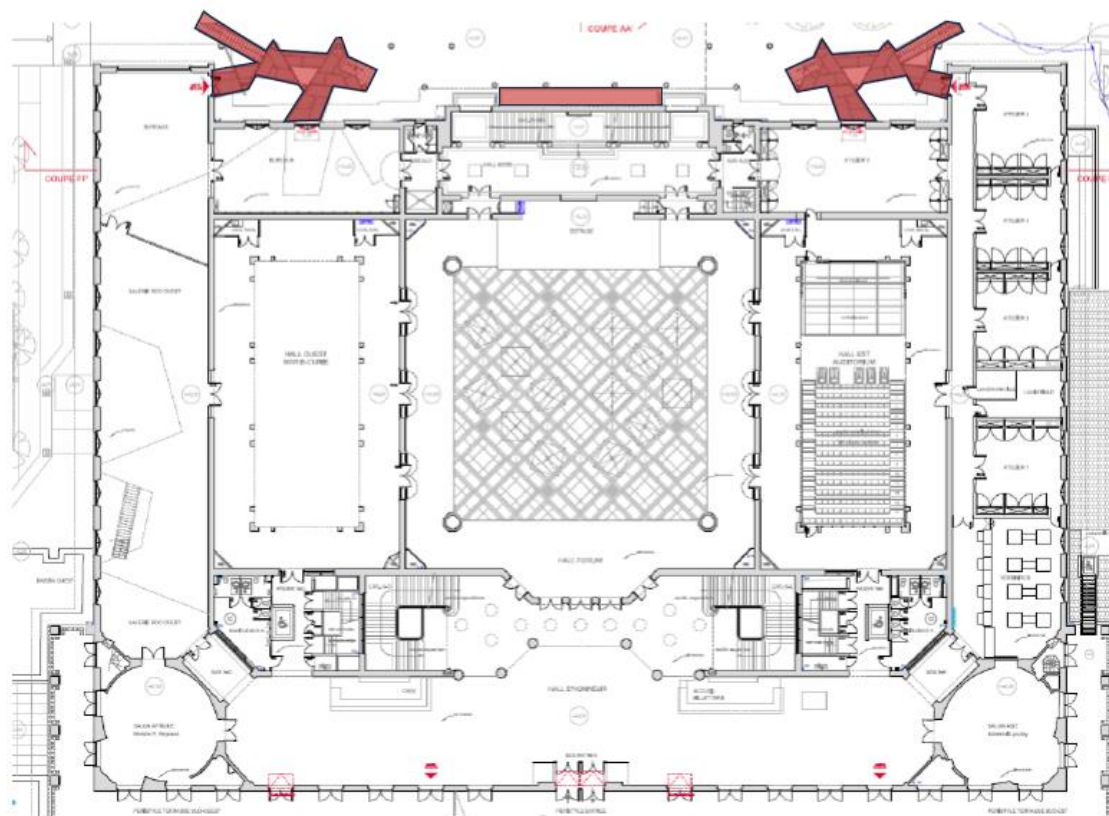


Figure 4 : Vue aérienne, Graphique, avec repérage zone travaux

2. INSTALLATIONS COMMUNES

2.1. Contraintes d'environnement

L'attention des entreprises est attirée sur l'importance et le nombre de contraintes dus au site pendant la durée d'exécution des travaux et jusqu'à la livraison du bâtiment et des abords.

Les principales contraintes liées au site sont les suivantes :

- Site **inscrit** au titre **des Monuments Historiques**
- **Forte affluence** liée à la nature du site : exposition fréquente et aquarium intérieur
- **Site occupé** : Présence de travailleurs et projections courantes
- **Coactivité avec le chantier du clos et couvert**
- L'attention des titulaires est attirée sur la présence **des nombreuses expositions** qui auront lieu tout au long du chantier. Toutes les dispositions devront être prises pour **éviter la propagation des nuisances** dont notamment des nuisances sonores. Toutes nuisances sonores inutiles devront être évitées. Les critères de nuisance étant un facteur déterminant quant au bon déroulement du chantier vis à vis des zones en exploitation, il sera imposé aux Entreprises de fournir à l'appui de leurs dossiers d'exécution toutes les dispositions qu'elles comptent prendre pour respecter ces critères.

Ces dispositions devront faire l'objet de notes méthodologiques ou plans de méthodes à soumettre aux vises de la Maitrise d'œuvre, de l'OPC et éventuellement du CSPS. Ces plans seront à soumettre à minima 20 jours ouvrés avant le démarrage des travaux concernés par ces méthodologies.

- Le Palais de la Porte Dorée **est un site en activité permanente**. De nombreuses livraisons ont lieu quotidiennement. Le titulaire de chaque lot devra maintenir dégagés et/ou accessibles les sorties de secours, les équipements de sécurité type bornes incendie, la voie pompier, les circulations, pour les usagers, piétons et véhicules.

2.2. Imputation des frais et dépenses d'intérêt commun

Sans objet.

2.3. Installation de chantier (à vérif)

2.3.1. Charges temporaires de voirie et de police résultant des installations de chantiers

Sans objet.

2.3.2. Cantonnements pour les effectifs TCE du chantier

Des roulottes de chantier, comprenant des vestiaires, sanitaires, douches et un réfectoire seront mis à disposition des compagnons du chantier sur la zone Est du Palais de la Porte Dorée (cf PIC) par le lot n°01.

Les roulottes de chantier seront à la charge du lot n°01. Le titulaire du lot n°01 aura à sa charge le nettoyage quotidien des roulottes de chantier.

Le titulaire du lot 01 aura à sa charge le raccordement en eau et en électricité des roulottes à partir des attentes mises à disposition par la MOA. En fin de chantier, la dépose de ces réseaux est à la charge du lot 01.

2.3.3. Sanitaires dans l'emprise chantier

Un sanitaire chimique devra être déployé au droit de la zone de démolition (cf PIC) en plus des sanitaires présents dans les roulottes de chantier. Les sanitaires chimiques étant autonomes, aucune eau vanne ne sera rejetée dans le réseau du Palais de la Porte Dorée.

2.3.4. Nettoyage véhicules chantier et des voies publiques

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait de maintenir les voiries publiques et trottoirs propres. Au besoin et sur demande de la MOE ou de l'OPC, l'entreprise responsable des dégradations prévoira le passage d'une auto-balayeuse, à ses frais.

2.3.5. Trottoirs, chaussées et bateaux, portes provisoires

Sans Objet.

2.3.6. A proximité du site

L'entreprise s'interdira de gêner les voisins en :

- Bloquant les accès, la circulation, les stationnements
- Gênant de quelque manière que ce soit les activités des riverains et particulièrement des commerces.
- Occupant les zones de stationnement avoisinantes et particulièrement les emplacements réservés aux livraisons des commerces.
- Produisant du bruit inutilement ou sans perdre les mesures de réduction qui s'imposent
- Générant de la poussière

2.4. Horaires de chantier

Le site du Palais de la Porte Dorée est ouvert du mardi au vendredi de 10h à 17h30 et le week-end de 10h à 19h. Le Palais est fermé tous les lundis ainsi que les 1^{ers} janviers, 1^{er} mai et 25 décembre.

Les horaires de chantier sont du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

Horaires particuliers :

Si le titulaire souhaite intervenir en dehors des horaires ci-dessus, les équipes ne pourront travailler sur le site qu'après accord préalable du Maître d'Ouvrage et du CSPS.

Le titulaire du lot devra formuler une demande d'autorisation 3 jours (ouvrés) à l'avance auprès du Maître d'Ouvrage, en indiquant avec précision le nom des personnes concernées, l'encadrement prévu et les motifs du travail hors plage horaire habituelle. Tous les frais occasionnés seront à la charge de l'Entreprise.

Dans le cas de travail de nuit, en double poste ou les jours fériés, l'entrepreneur effectue toutes les démarches nécessaires pour obtenir les autorisations administratives nécessaires et doit faire part de ces autorisations au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre, au CSPS et à l'OPC.

Dans le cas de travaux bruyants empêchant les enregistrements, la MOA sera susceptible d'imposer des jours sans travaux bruyants dans un délai de prévenance de deux semaines.

2.5. Pland'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier est à la charge du titulaire du lot n°01. Ce plan est à diffuser pendant la période de préparation et soumis à l'approbation du MOE, de l'OPC, de la MOA et du CSPS. Le lot n° 01 diffusera une mise à jour du PIC à chaque évolution des emprises (1 PIC par phase).

Ce plan représentera toutes les installations de chantier dont : l'emplacement des roulottes de chantier, les palissades de chantier choisies, les protections collectives, **le panneau de chantier, le panneau de communication**, les accès personnel et livraison du chantier mais également du site du Palais de la Porte Dorée, les zones de stockages, les coffrets de chantier, les points d'eau provisoire, les équipements de sécurité à maintenir accessibles (bornes incendie, colonne sèches, point de rassemblements, issus de secours), les bennes, l'effectif considéré par entreprise... Cette liste est non exhaustive.

Il tiendra compte des parkings personnels du Palais, flux du personnel du Palais et des autres réglementations spécifiques au site.

Les démarches et/ou autorisations administratives ainsi que les frais inhérents pour l'occupation de

l'espace public sont à la charge du lot 01. (cf. 2.8.2)

2.6. Clôtures de chantier – Portails – Signalisations

Le titulaire du lot 01 aura à sa charge la pose et l'entretien et la dépose des clôtures de chantier. L'entreprise devra prévoir **des clôtures de type Heras, menottées et fixées sur plot**.

Portails : prévoir clôtures Heras avec roulette, et chaîne avec cadenas.

Portillons : prévoir équipement digicode et ferme-porte.

Localisation ; Cf au PIC

Signalisations : Les panneaux de signalisations seront à la charge du lot n°01 dans l'emprise du chantier, à l'intérieur. Il faudra prévoir **10 panneaux**.

2.7. Circulations piétonnes et protections

2.8.1. Circulation intérieure et extérieure au chantier

Les **circulations intérieures** et **extérieures** seront soumises à l'avis du Coordonnateur Sécurité, du Pilote et de la Maîtrise d'œuvre en fonction des différentes phases du chantier. Elles seront entretenues, nettoyées et dégagées pendant toute la durée du chantier. Elles seront matérialisées physiquement (potelet, rubalise, peinture, etc...) et modifiées autant que nécessaires et mises à jour sur le Plan d'installation du chantier.

Le titulaire du lot n°01 devra la mise en place et l'entretien de la signalisation et du fléchage par affiche, dans les zones extérieures et intérieur du Palais. Un affichage à l'entrée de chaque portail devra être mis en œuvre par le titulaire du lot 01. **Les dimensions à respecter sont de 2m 20** annoté des inscriptions suivantes : « chantier sécurisation des escaliers de secours en façade Nord »

Dans le cadre de travaux touchant le domaine public, un arrêté sera à réaliser, à la charge de l'Entreprise concerné par les travaux. Les frais seront à la charge de l'Entreprise concerné. Tout balisage, fléchage et autres éléments de signalisation seront à la charge de l'Entreprise.

2.8.2. Circulation des véhicules et livraison de matériel

L'entreprise titulaire se conformera aux obligations prévues par le CCAP.

Le titulaire du lot n° 01 sera responsable quotidiennement de l'ouverture et de la fermeture du chantier.

Le titulaire du lot n°01 devra désigner au sein de son équipe un responsable des livraisons (chef de chantier ou autre) pour garantir, d'une part, les conditions de sécurité vis-à-vis de la circulation des utilisateurs et passants aux abords (des dispositions de balisages et protections seront mises en œuvre suivant nécessité) et assurer, d'autre part, la bonne réception des marchandises en vue d'un acheminement contrôlé jusqu'à l'aire de déchargement ou de stockage.

Lors d'une livraison, le chauffeur restera à proximité de son véhicule pour permettre le déplacement rapide de ce dernier en cas de nécessité.

Les voies menant au chantier et aux zones de stockage et d'intervention devront être maintenues en état de propreté irréprochable à tout moment.

Le stationnement de camionnettes avec outillages devra faire l'objet d'une demande auprès de l'OPC.

Le stationnement sera totalement proscrit sur la voie pompier.

2.8.3. Protections individuelles

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier doivent obligatoirement être équipées des **protections individuelles** nécessaires (comme définies au PGC) selon les travaux accomplis, soit au minimum le port

du casque, de chaussures de sécurité et de gilets réfléchissants conformes à la normalisation en vigueur, y compris tous les visiteurs. **L'entreprise devra approvisionner l'ensemble des protections individuelles pour ses compagnons y compris sous-traitants.**

2.8.4. Protections collectives

Les **protections collectives provisoires** devront être conçues et disposées en accord avec le coordonnateur sécurité pour permettre l'exécution des travaux de l'entreprise, sans démontage, tant que **les protections définitives** ne sont pas en place. Elles seront réalisées avec des matériaux (spécifiquement repérés par une couleur les différenciant des matériaux courants) et de techniques appropriées à cette fonction.

Ces protections collectives devront être réadaptées, suivant l'avancement du chantier, en tenant compte des prérogatives du PGC.

L'entreprise devra la mise en place, l'entretien et la maintenance des protections collectives de la zone de chantier « aile Ouest », « aile Est », « passerelle centrale » et toutes autres zones précisés dans le PIC.

Les échafaudages, et de manière générale le matériel d'accès, de protection, de réception de matériaux ou formant surface de travail devront être conformes à la réglementation en vigueur, avoir subi les vérifications nécessaires, être utilisés conformément à leur destination et être tenus en bon état d'entretien et de fonctionnement. Ils devront toujours être porteurs des marquages et affichages réglementaires justifiant de leur conformité et de leur aptitude à l'emploi auquel ils sont destinés. Tout équipement non porteur des marquages en question ou dont ceux-ci ne seront pas lisibles sera immédiatement déposé et mis au rebut à première demande du MOE ou du Coordonnateur SPS. Il en sera de même pour tout matériel détérioré ou ne présentant plus toutes les garanties de sécurité.

2.9. Panneau de chantier et panneaux de communication

2.9.1. Panneaux de chantier

Dès réception de l'ordre de service de notification du marché, l'Entrepreneur titulaire du lot 01 devra fournir et mettre en place le panneau de chantier comportant les noms du Maître d'Ouvrage, de l'Architecte, des BET, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Contrôleur Technique, du Coordonnateur SPS ainsi que les renseignements administratifs prévus par la législation en vigueur suivant les instructions du Maître d'Ouvrage, aux différentes entreprises titulaires.

Une maquette sera à soumettre au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre avant exécution.

L'Entreprise assure la maintenance et le déplacement éventuel des panneaux d'affichage du permis de construire et de démolir, et du panneau de chantier tout au long du chantier selon besoin. Les panneaux dégradés ou devenant illisibles seront remplacés par l'entreprise sur simple demande du MOE.

Le panneau de chantier devra être positionné sur la zone Ranelagh en format 2x3m et des petits panneaux devront être mis au droit de la zone Boulainvilliers et FMR.

2.10. Branchement d'électricité

2.10.1. Installation provisoire de chantier

Le chantier de sécurisation de la façade Nord par démolition des escaliers extérieurs sera alimenté par un point de départ fourni par le Palais de la Porte Dorée. Tous les branchement électriques provisoires nécessaires à l'alimentation du chantier de démolition des escaliers en façade seront à la charge du lot n°01 ce qui inclut :

- La diffusion de note de calcul et bilan de puissance pour validation par la MOE.
- Plan d'installation pour validation par le CSPS et l'OPC uniquement pour ce qui concerne le respect des obligations en matière d'hygiène et sécurité et en matière d'organisation de chantier
- Les armoires principales, colonnes principales montantes et horizontales y compris les accessoires de pose et raccordements,
- Les branchements et raccordements coffrets de chantier la fourniture de celui-ci y compris les accessoires de pose et raccordement,
- L'éclairage principal, avec un niveau d'éclairement suffisant, des voies de livraisons et emprises de la zone Est – base vie et zone démolition des escaliers
- L'éclairage de sécurité et la mise en place des blocs de secours dans le bâtiment de service et conformément à la réglementation,
- L'installation en phase préparation de chantier et à l'avancement des travaux,
- Le remaniement et compléments à l'avancement des travaux et repli en fin de chantier.
- La fourniture des matériels, des consommables de remplacement et maintenance
- Les incidences calfeutrement et finitions.
- Le balisage de sécurité, y compris remaniement à l'avancement des travaux et repli en fin de chantier
- Les contrôles de l'installation par un organisme agréé

Le lot n°01 aura à sa charge la fourniture et la pose d'un sous-comptage. Les frais seront à la charge du lot n°01.

2.10.2. Installation définitive

Sans Objet.

2.11. Branchement d'eau

Le titulaire du lot n°01 réalisera à ses frais, tous les branchements et raccordements provisoires nécessaires au chantier, à partir des points d'attentes mis à disposition par le Palais de la Porte Dorée (un point de puisage par zone). Un calorifuge de protection contre gel ou cordon sera mis en place sur tous les raccordements depuis les points d'attentes mis à disposition par le MOA à charge de l'Entreprise.

Le titulaire du lot n°01 devra mettre en place un sous comptage à sa charge. Un comptage existant est mis à disposition par le Palais de la Porte Dorée.

2.12. Egout, assainissement, en phase provisoire de chantier

L'évacuation des eaux usées (par exemple les vidoirs) devra faire l'objet d'un traitement particulier avant rejet, charge à l'Entreprise de proposer et faire valider par le Maître d'Œuvre une méthodologie de récupération et traitement de ces eaux.

Le raccordement jusqu'au point d'évacuation sera mis en place par le lot n°01 et son emplacement sera à définir en concertation avec la MOE.

2.13. Aires de stockages

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux doit être établi dans l'enceinte du Palais de la Porte Dorée et son périmètre extérieur sauf autorisation spéciale écrite du maître d'ouvrage.

Aucune zone de stockage ne sera autorisée en dehors des zones allouées au chantier.

Le maître d'œuvre et le pilote pourront, sans mise en demeure préalable, faire procéder à l'évacuation des matériels et matériaux gênant l'exécution de travaux ou encombrant les voies et circulations de chantier.

2.14. Bureaux de direction de chantier

2.14.1. Mise à disposition de bureaux

Aucun bureau ne sera mis à disposition pour le chantier de démolition.

2.14.2. Salle de réunions

Une salle de réunion sera mise à disposition à l'intérieur du Palais de la Porte Dorée – Salle ATELIER 4 pour la réunion hebdomadaire.

2.15. Bureaux d'entreprises

Sans objet.

2.16. Hors d'air provisoires

Sans objet.

2.17. Préchauffage, chauffage provisoire et ventilation

2.17.1. Préchauffage

Sans objet.

2.18. Hygiène-Sécurité – Santé sur le chantier

2.18.1. Généralités

L'entreprise est responsable de garantir la sécurité de ses employés ainsi que celle de ses sous-traitants éventuels. Elle doit veiller au respect des réglementations en vigueur ainsi que des dispositions du CCTC et du CCTP concernant son lot.

Chaque entreprise est tenue de faire appliquer à l'ensemble de ses ouvriers et personnels les règles d'hygiène, de sécurité et de santé, conformément aux réglementations et aux prescriptions du DCE. Il est rappelé que chaque entreprise intervenante doit intégrer systématiquement les aspects de sécurité et de santé dans la réalisation de ses tâches sur le chantier.

En cas d'interaction entre les différentes tâches, les entreprises concernées doivent impérativement respecter les règles de sécurité et de santé, afin de prévenir tout risque pour leurs propres employés, ceux des autres entreprises, ainsi que toute personne susceptible de se rendre sur le chantier.

2.18.2. Utilisation de produits dangereux

L'entreprise mettant en œuvre des produits inflammables ou dangereux devra procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque.

L'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité devra être privilégié. Les travaux nécessitant le recours à des produits chimiques dangereux sont à proscrire dans la mesure du possible. Lorsque leur utilisation ne peut être évitée, ils seront mis en œuvre qu'avec les protections collectives (balisage de zone) et individuelles (masques, gants, etc...) adaptées à chaque cas et information préalable auprès du CSPS.

2.18.3. Sécurité incendie

Les feux, quel qu'en soit le type, sont strictement interdits sur le site. L'utilisation de matériel fonctionnant par combustion de gaz (comme les chalumeaux, les lances de découpe, le matériel de soudage, etc.) est restreinte au strict minimum. La majorité des travaux utilisant ces équipements doit être réalisée en préfabrication hors site. Si ces travaux doivent impérativement avoir lieu à l'intérieur, sur les parois extérieures ou à proximité du bâtiment, les mesures de sécurité spécifiées par le coordonnateur SPS et la maîtrise d'ouvrage devront être scrupuleusement respectées. De plus, les "permis feu" exigés par le CCAP sont obligatoires et doivent être obtenus chaque jour auprès des services compétents de Radio France avant toute intervention impliquant des "points chauds", avec un affichage clair sur la zone concernée.

Les travaux à "points chauds" devront cesser au moins deux heures avant le départ des ouvriers du chantier. Chaque entreprise doit également prévoir les extincteurs adaptés à ses postes de travail ainsi que les équipements supplémentaires mentionnés dans le "permis feu" (extincteurs en nombre et types adéquats, écrans de protection, couvertures anti-feu, bacs à sable, etc.).

2.18.4. Maintien des issues de secours en service

L'Entreprise devra maintenir au minima une issue de secours en service durant l'intégralité du temps de travaux. Sur le cheminement d'évacuation, l'entreprise prévoira la mise en place d'un tunnel de protection (pose, entretien et dépose).

En cas de déclenchement du système d'évacuation, l'entreprise cessera immédiatement ses travaux jusqu'à l'accord du MOE de la reprise des travaux.

2.19. Nettoyage, évacuation

2.19.1. Déchets ménagers

L'entreprise, pour sa part, devra s'assurer que la zone où elle intervient reste propre et exempte de déchets et de débris quotidiennement, tant pendant qu'après l'exécution de ses travaux.

2.19.2. Nettoyages en cours de chantier

L'entreprise devra s'assurer que la zone où elle intervient reste propre et exempte de gravats, autres déchets inhérents au chantier tant pendant qu'après l'exécution de ses travaux. Chaque intervenant, qu'il s'agisse de l'entreprise principale ou de sous-traitants, devra impérativement et immédiatement après ses travaux, transporter les gravats jusqu'aux bennes dédiées et nettoyer son espace de travail ainsi que les voies d'accès empruntées jusqu'à la zone de stockage. Le chantier et les installations devront être laissés propres et ordonnés chaque soir.

En fonction de l'état de propreté du chantier, le Maître d'Œuvre et l'OPC se réservent le droit d'instruire l'Entreprise concernée afin d'entamer un nettoyage immédiat. L'Entreprise devra alors fournir tout le personnel et les équipements nécessaires sans délai.

Si le niveau de propreté reste insuffisant après cette intervention, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourront faire appel à une autre entreprise pour assurer le nettoyage, les coûts seront appliqués aux titulaires responsables.

2.19.3. Nettoyages de fin de chantier et de repli des installations de chantier

Le titulaire du lot 01 doit un nettoyage de chantier final pour réception des ouvrages.

2.19.4. Aire de réception des déchets de chantier – Bennes à gravais

Le titulaire du lot 01 devra la mise en place de bennes de chantier y compris pendant la levée des réserves, conformément au plan d'installation de chantier ; elle en assurera la gestion et l'évacuation. Les gravats devront être enlevés au fur et à mesure de l'avancement des travaux pour maintenir le site dans un état satisfaisant. La dépose définitive de cette benne sera à la charge du lot 01.

Le tri sélectif sera réalisé à la source dans les conditions prévues par le CCAP.

L'entreprise devra respecter parfaitement la zone mise à sa disposition sous peine de l'application des pénalités prévues par le CCAP.

2.20. Gardiennage du chantier, bureaux et cantonnements

2.20.1. Surveillance humaine

Sans objet.

2.20.2. Surveillance technique

Sans objet.

2.21. Livret d'accueil

A la charge de l'entreprise.

2.22. Moyens propres

Les déplacements des charges à l'horizontale devront être réalisés avec moyens appropriés type transpalette, chariot, diable.

Le titulaire du lot devra prévoir tous les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer.

Le titulaire du lot est tenu de mettre en place ses propres moyens de levage, de descente et de manutention.

2.23. Responsabilité de l'entreprise, protection des ouvrages

L'entreprise est tenue pour responsable des ouvrages et prestations compris dans son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Elle devra prendre toutes les précautions pour que ses ouvrages ne soient pas détériorés compte tenu des aléas du chantier.

Ces protections ne seront pas retirées sans accord de la Maîtrise d'œuvre

Tous les ouvrages, équipements et accessoires mis en œuvre avec un aspect fini sont efficacement protégés contre les chocs, coups, rayures, salissures, etc. par et aux frais de l'entrepreneur les mettant en œuvre.

En cas d'insuffisance ou d'absence de protection, le Maître d'œuvre demandera, après constat de carence en réunion de chantier que soient effectués lesdites protections au frais de l'entrepreneur défaillant, sans autre mise en demeure.

L'enlèvement de ces protections ainsi que le premier nettoyage en résultant sont assurées par l'entrepreneur les ayant réalisées.

Toutefois, les protections complémentaires d'ouvrages qui s'avèreraient nécessaires du fait de l'intervention tardive ou non programmée d'un entrepreneur seraient entièrement payées par celui-ci.

2.24. Détériorations, vols

Quelles qu'en soient les raisons, les réparations, les remises en état, les remplacements d'ouvrages ou prestations sont toujours effectués par l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage et à ses frais ; cependant, ceux-ci sont supportés par l'entreprise ayant causé les détériorations si celle-ci est connue.

L'entrepreneur est responsable des matériels et matériaux approvisionnés ainsi que de son outillage de chantier.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage, ne couvre les frais occasionnés par les détériorations et les vols.

3. SYSTEME D'ÉCHANGE DE DONNEES INFORMATIQUE / PLATEFORME DOCUMENTAIRE

3.1. Circulation de l'information

L'entreprise diffusera l'ensemble de ses études par messagerie électronique à la MOE, MOA, CSPS, Bureau de contrôle, OPC.

Les avis et les visas MOE, CSPS, Bureau de contrôle, OPC seront transmis par messagerie électronique.

L'entreprise diffusera une fois par semaine un tableau de suivi des études. (Nom du document, Date de diffusion, Indice du document, Date prévisionnelle du visa MOE et de l'avis du bureau de contrôle, Date prévisionnelle de mise à jour du document, Nature des visas).

4. CONVENTION DE MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE SYNTHESE

Sans objet.

5. COMPTE PRORATA ET DEPENSES D'INTERÊT COMMUN

Sans objet.

6. CONDITIONS GENERALES DE REALISATIONS DES TRAVAUX

6.1. Rappel des conditions de base

Les travaux seront traités aux conditions définies par les documents énumérés dans les pièces et plans joints au DCE ainsi qu'aux lois, arrêtés, décrets, règlements, et aux conditions fixées par les documents techniques unifiés (DTU), normes et règles du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

Tous les travaux devront être exécutés dans les règles de l'art et en conformité avec les prescriptions des divers textes réglementaires auxquels ils sont assujettis.

Les différents aspects des réglementations en vigueur ne sont pas développés de manière exhaustive dans le présent CCTC et dans les CCTP de chaque lot. La qualification professionnelle de l'entreprise implique leur connaissance.

Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas en compte les obligations des lois, normes, arrêtés, décrets, règlements ainsi que les DTU dans son offre, cette dernière devra obligatoirement les respecter dans le cadre des travaux sans aucune plus-value. Si les pièces du présent DCE omettent des règles de

stockage, de mise en œuvre, d'entretien, etc., l'entreprise sera réputé de les avoir chiffrées dans leur offre et devront les mettre en œuvre sans aucune plus-value.

En effet, outre les fournitures, la main d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution des ouvrages, l'offre de chacune des entreprises comprend :

- les frais d'études, dessins, détails d'exécution et bilans financiers nécessaires pour approbation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ;
- les frais d'implantation et tracés ;
- le contrôle des dimensions et implantations des ouvrages de structures conservés et le signalement au maître d'œuvre des divergences par rapports aux plans et documents relatifs à ces ouvrages ;
- le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres corps d'état ainsi que la fourniture et la pose des produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toutes natures ;
- les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, Avis techniques (ATec) et Appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) éventuels, etc. ;
- les frais d'assurance de chantier ;
- les protections provisoires efficaces pendant le transport et la durée du chantier et leur enlèvement ;
- le transport à pied d'œuvre et le stockage des matériels et des matériaux ;
- tous les moyens de stationnement, de livraison, d'accès et de levage ;
- les échafaudages et les sujétions qui y sont liées nécessaires à la parfaite exécution des travaux ;
- la fourniture de tous les dispositifs de fixation à incorporer ;
- les frais de nettoyage et l'enlèvement journalier jusqu'aux bennes de tous les déchets, chutes, débris de toutes sortes, gravois provenant de leurs travaux respectifs ;
- la remise en état ou les frais de remise en état de tous les ouvrages dégradés lors de l'exécution des travaux ;
- le nettoyage journalier du chantier qui doit-être maintenu en parfait état de propreté pendant la durée des travaux ;
- le nettoyage journalier des voiries d'accès et issues du chantier qui doivent être maintenues en parfait état de propreté pendant la durée des travaux ;
- les éventuels charges et droits de voirie et de police pour l'occupation, l'entretien et la réparation de la voie publique, résultant de dégradations dues au chantier.

Des dossiers photographiques, fournis par les entreprises titulaires de chacun des lots, rendront compte de l'état avant, pendant et après restauration des ouvrages.

6.2. Préparation de chantier et études d'exécution

L'attention de l'entreprise est attirée sur la qualité exigée pour ces travaux. L'entrepreneur devra compléter par son expérience professionnelle les indications données par les pièces graphiques qui lui sont annexées et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot dont il aura été déclaré attributaire.

Aucun supplément financier ne pourra être accordé pour des compléments qui ne constitueraient que des obligations résultant des règles de l'art, et le maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

6.2.1. Phase de préparation de chantier

- Pendant la période de préparation du chantier, l'entreprise devra fournir (liste non limitative) :
- la liste prévisionnelle des plans d'exécution qui seront soumis au visa du maître d'œuvre ;
- un calendrier détaillé des travaux pour chacune des prestations qui leurs sont propres, à soumettre à la validation du maître d'œuvre ;
- la méthodologie d'enchaînement des tâches et des chemins critiques à prendre en considération au démarrage du chantier, à faire valider par le pilote OPC, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ;
- la liste du personnel et de l'encadrement confirmé ;
- les dispositions d'installations de chantier à faire valider par le coordinateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ;
- la fréquence de rotation des approvisionnements et des évacuations ;
- les méthodologies de retrait des éléments pollués ;
- les méthodologies d'interventions à faire valider par le coordinateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ; les puissances nécessaires pour le branchement des matériels.
- Les dispositions relatives aux demandes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants accompagnées de toutes les informations nécessaires à la constitution de leur dossier de sécurité/santé (PPSPS) sont définies par le CCAP. Ces dispositions, revêtant un caractère important dans le respect du calendrier des études et celui du calendrier des travaux, devront être scrupuleusement respectées.
- Dans le mois qui suivra la notification de l'attribution des marchés, l'entrepreneur devra remettre pour approbation et sous format dématérialisé, à la maîtrise d'œuvre, à la maîtrise d'ouvrage, à l'OPC et au bureau de contrôle, l'ensemble des documents d'exécution spécifiés dans le CCTP propre à chaque lot, et notamment les plans d'exécution de ses ouvrages ainsi que les fiches techniques des matériels et équipements qu'il entend installer dans le cadre de la présente opération. Ces plans indiqueront avec précision l'implantation et les dimensions des

différents éléments constructifs et techniques. Ils devront prendre en considération toutes les sujétions émanant des autres corps d'état (réservations, incorporations, etc.).

- Les documents d'exécution seront notamment accompagnés, en tant que de besoin :
 - de plans généraux et plans/schémas de détails (les détails seront définis en coupes, plans, élévations sur lesquels figureront les ouvrages contigus) ;
 - des éléments nécessaires à la mise au point des réservations ;
 - des certificats de provenance des matériaux ;
 - des copies des avis techniques ;
 - des copies des classements de stabilité au feu ;
 - des copies des PV de classement acoustique et thermique ;
 - des notes de calculs.
- L'entreprise sera formellement tenue, d'une part de contrôler sur place les côtes exactes des ouvrages existant, d'adapter en conséquence ses fabrications aux ouvrages en place. Tous les défauts de tolérance seront signalés sans délai au maître d'œuvre.
- En outre, toute réclamation intervenant postérieurement à l'exécution d'un ouvrage qu'elle aurait dû contrôler, à l'étude comme à l'exécution, entraînera la modification de l'ouvrage considéré à ses frais.
- L'entreprise devra par ailleurs donner aux autres corps d'état les plans précis de ses ouvrages, avec tous les renseignements nécessaires, dès que ceux-ci auront reçu l'approbation du maître d'œuvre. Elle devra ensuite s'assurer sur le chantier que ces indications ont été correctement suivies, en vue de l'achèvement de l'opération et du bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages.
- L'entreprise doit solliciter toutes les réunions de coordinations techniques qui lui sont nécessaires. Les plans d'exécution qui seront soumis à l'analyse et vérification sont réputés intégrer toutes les dispositions émanant de cette coordination.
- L'entreprise devra en outre la mise à jour de ses plans et détails en cours de chantier, chaque fois qu'il sera nécessaire. Ces documents seront à la fois remis sous forme papier et sous format informatique de type DWG (graphique vectoriel).
- NOTA : Les plans joints au dossier ne constituent en aucun cas des plans d'exécution, mais sont des plans de principe. À ce titre, l'entreprise devra réaliser ses propres études d'exécution et produire les plans d'exécution, d'atelier et de chantier nécessaires à la réalisation de ses travaux ainsi que les plans de détails, note de calculs, etc. Tous ces documents devront être soumis à l'accord du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant exécution. Le montant de cette prestation sera réputé inclus dans la proposition globale et forfaitaire de l'entreprise.
- L'entreprise est tenue de s'assurer que :
 - les détails de construction définis dans les documents du marché (plans et CCTP) sont pertinents ;

- les systèmes constructifs choisis sont appropriés et présentent les caractéristiques requises à l'utilisation prévue.
- Le maître d'œuvre remettra ses remarques sur des plans complets, intégrant toutes les dispositions pour l'exécution des ouvrages, réservations, coupes, et détails complets. En cas de non-respect de ces remarques, le maître d'œuvre sera en droit de ne pas donner suite à la vérification de ces documents et l'entreprise ne pourra arguer de retard dans la vérification des plans d'exécution incomplets qu'elle aura soumis au visa du maître d'œuvre.

6.2.2. Notification du planning

A l'issue de la période de préparation, le calendrier sera notifié par OS.

6.2.3. Prototypes – échantillons

Sans objet.

6.3. Réunions de chantier

Une réunion hebdomadaire est organisée avec présence obligatoire du titulaire du lot n°01.

6.4. Traitement des situations

L'ensemble des situations devront être déposés sur Ediflex et validé au préalable par l'OPC et la MOE, pour validation et paiement. (cf Annexe « *Système électronique de gestion financière des situations de travaux* »).

6.5. Essais

Sans objet.

6.6. Pollutions extérieures

6.6.1. Pollution du sol

L'entrepreneur est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités. Il doit veiller :

- *Au choix de matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités ;*
- *À l'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots ;*
- *À l'imperméabilisation des zones de stockage qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement et à la collecte des effluents ;*

6.6.2. Pollution de l'air

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles, notamment :

- *Arrosage des sols, dans les conditions définies par le maître d'œuvre ;*
- *Nettoyage journalier des voiries et du chantier ;*
- *Interdiction stricte de brûlage ;*

6.7. Dossier des ouvrages exécutés

Le dossier des ouvrages exécutés devra être remis dans les conditions prévues au CCAP.

6.8. Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemblera les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

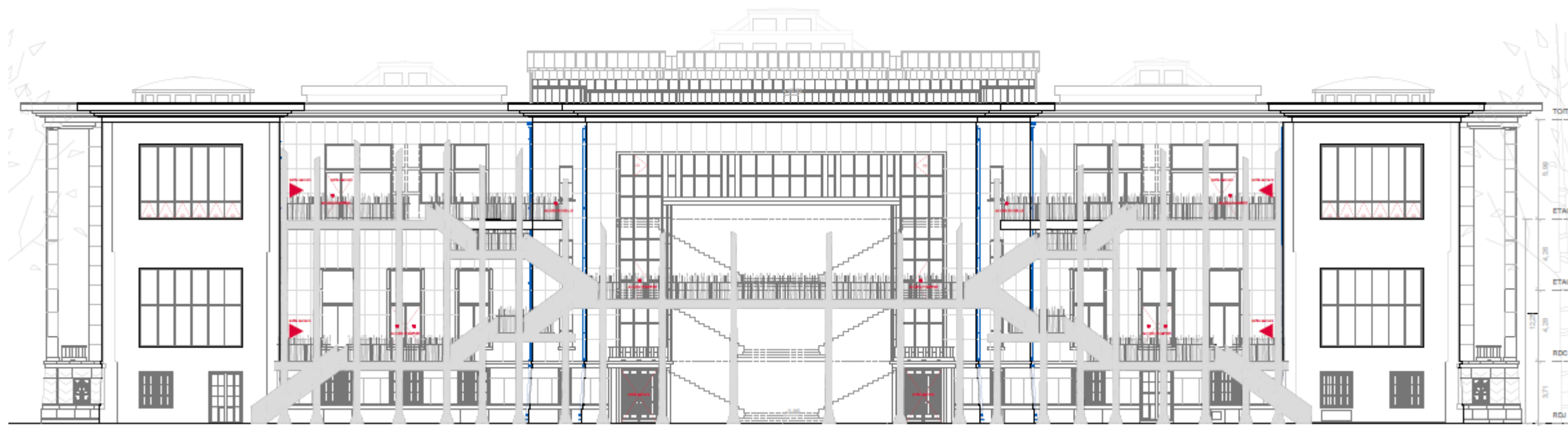
Dans le but d'établir le DIUO, chaque entrepreneur remettra directement au coordonnateur SPS les dossiers complets, conformément aux stipulations du PGC.

Ces dossiers devront comporter au minimum :

- *Les plans et détails d'exécution de tous les ouvrages définitivement exécutés ;*
- *Les avis techniques et classements des différents matériaux mis en œuvre ;*
- *Les bordereaux et résultats des essais ;*
- *Une notice d'entretien du matériel et matériaux installés et une nomenclature de tous les incidents pouvant survenir et les moyens à utiliser pour y remédier.*

Chaque entrepreneur devra produire au maître d'œuvre une attestation de remise du dossier pour DIUO signé, pour confirmation de réception, par le coordonnateur SPS.

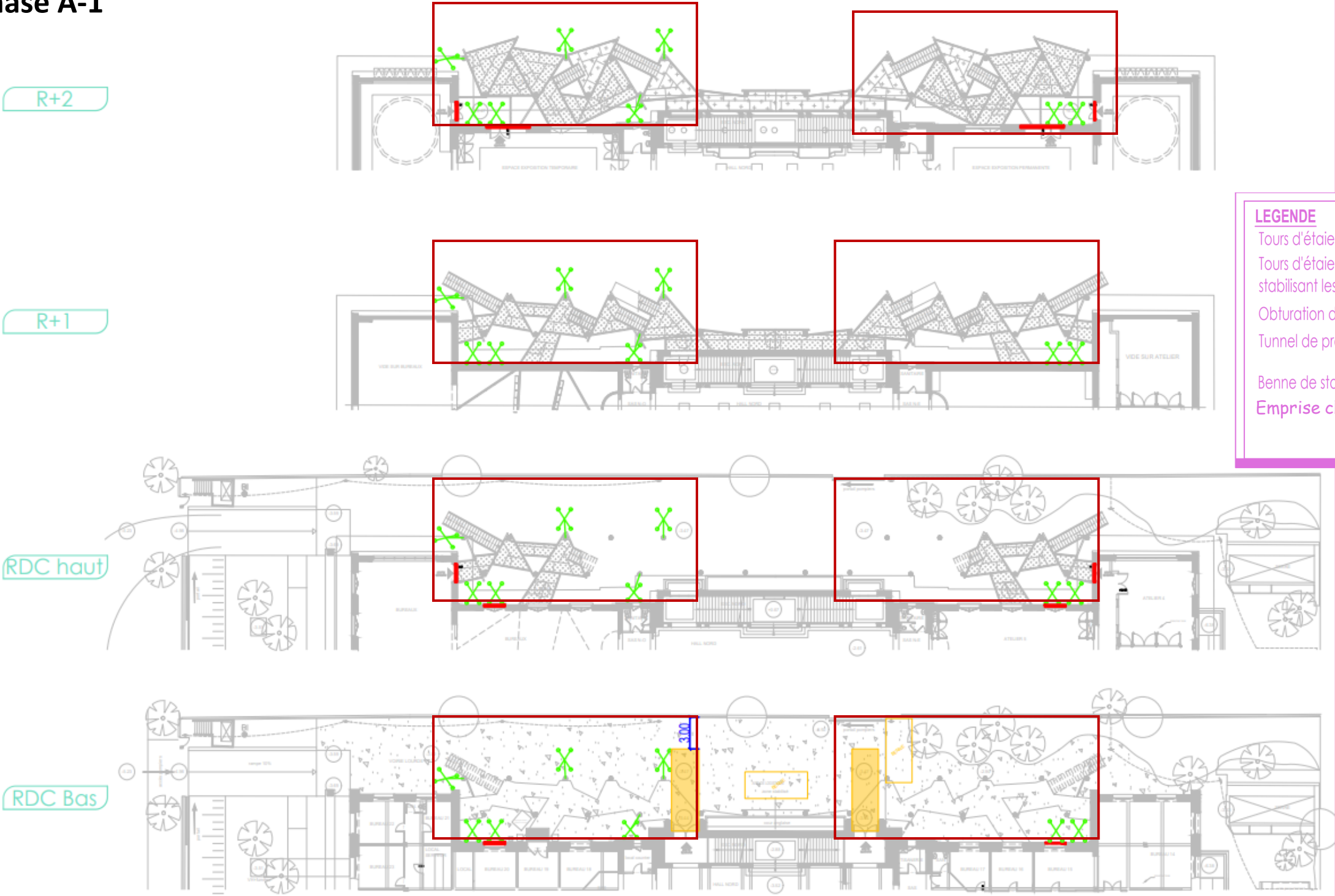
MISE EN SECURITE FACADE NORD PAR DEMOLITION ESCALIERS DE SECOURS PRO



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase A-1



LEGENDE

- Tours d'étaie
- Tours d'étaie stabilisant les poteaux
- Obturation des menuiseries
- Tunnel de protection
- Benne de stockage
- Emprise chantier

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

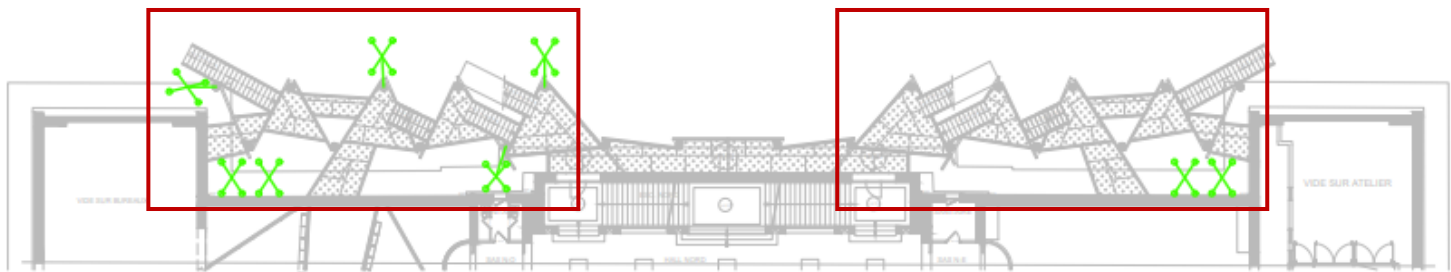
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase A-2

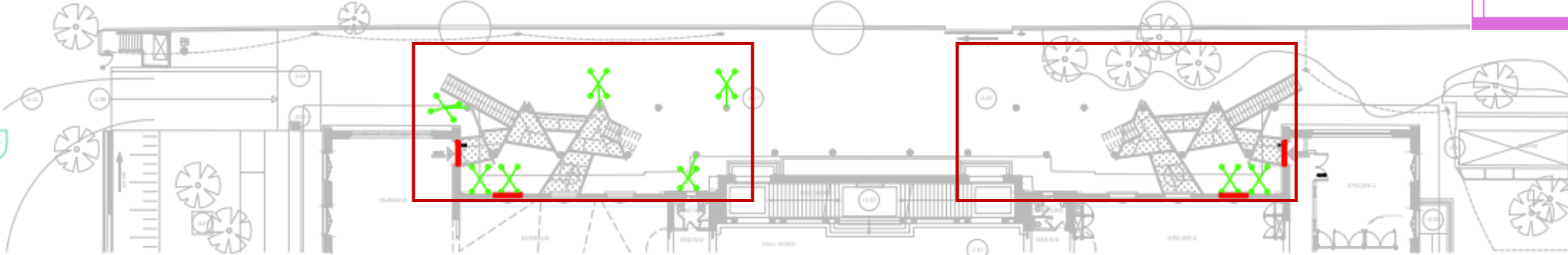
R+2



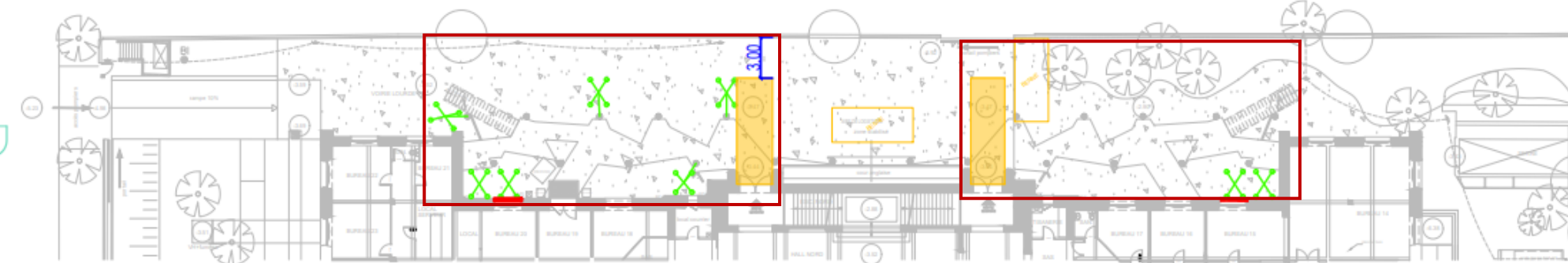
R+1



RDC haut



RDC Bas

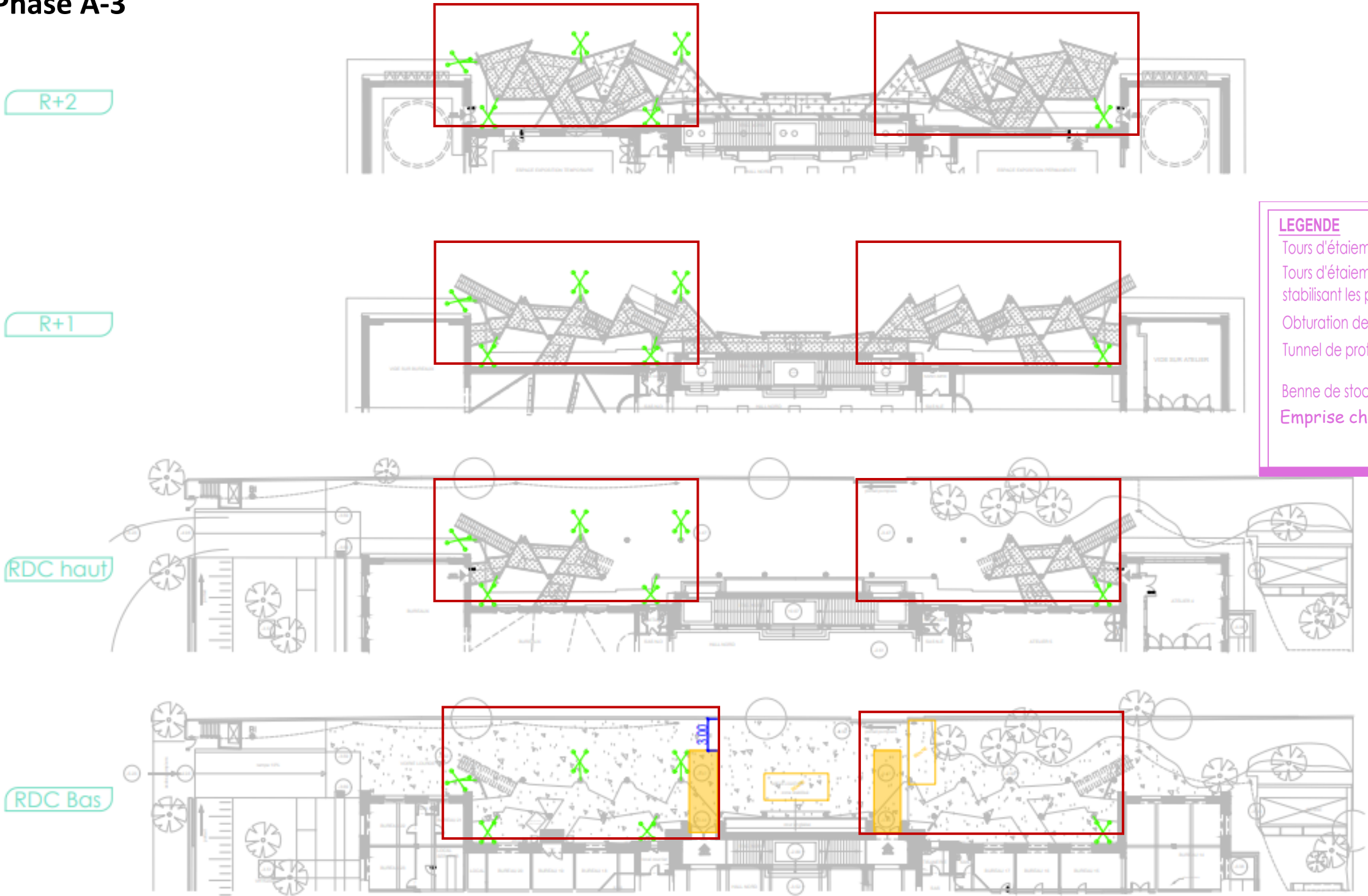


LEGENDE	
Tours d'étaie	X
Tours d'étaie stabilisant les poteaux	X
Obturation des menuiseries	■
Tunnel de protection	■
Benne de stockage	■
Emprise chantier	■
Dépose/démolition	■

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase A-3



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

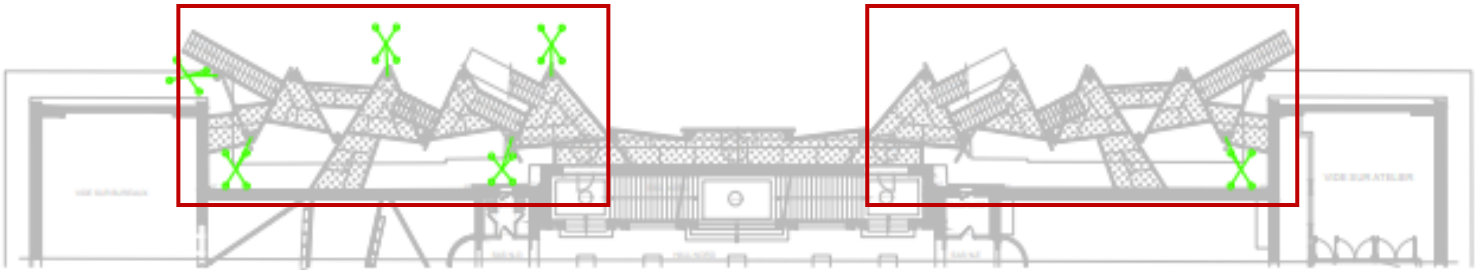
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase B-1

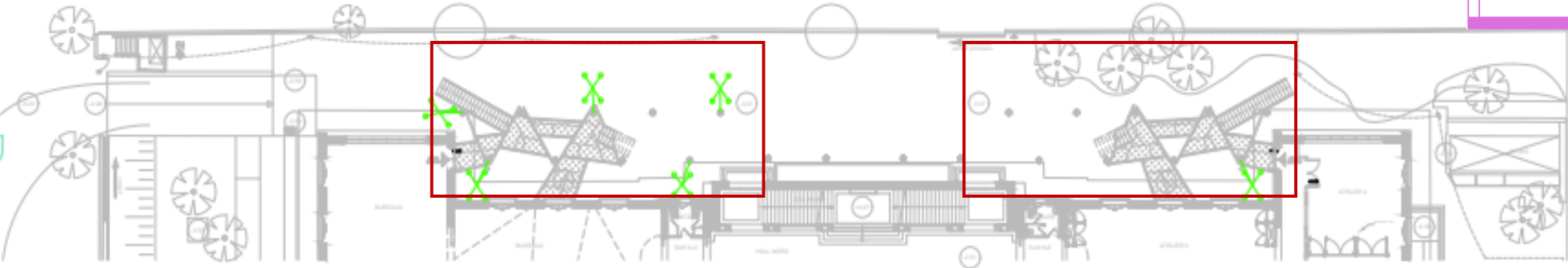
R+2



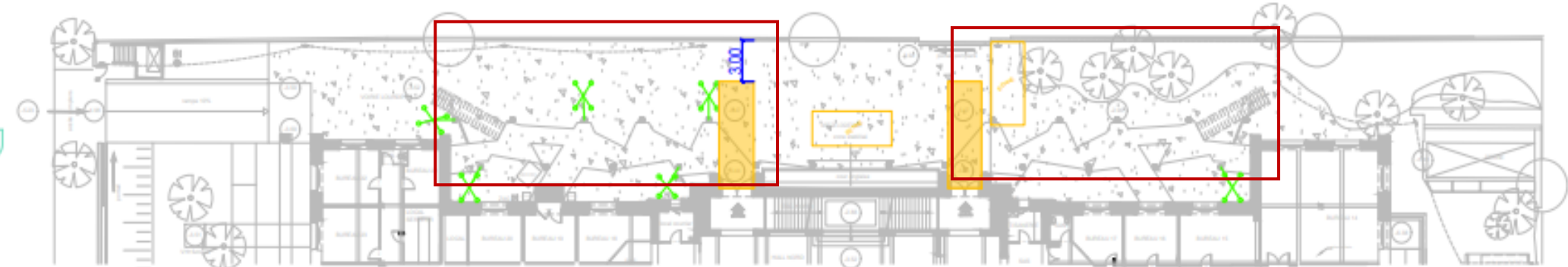
R+1



RDC haut



RDC Bas



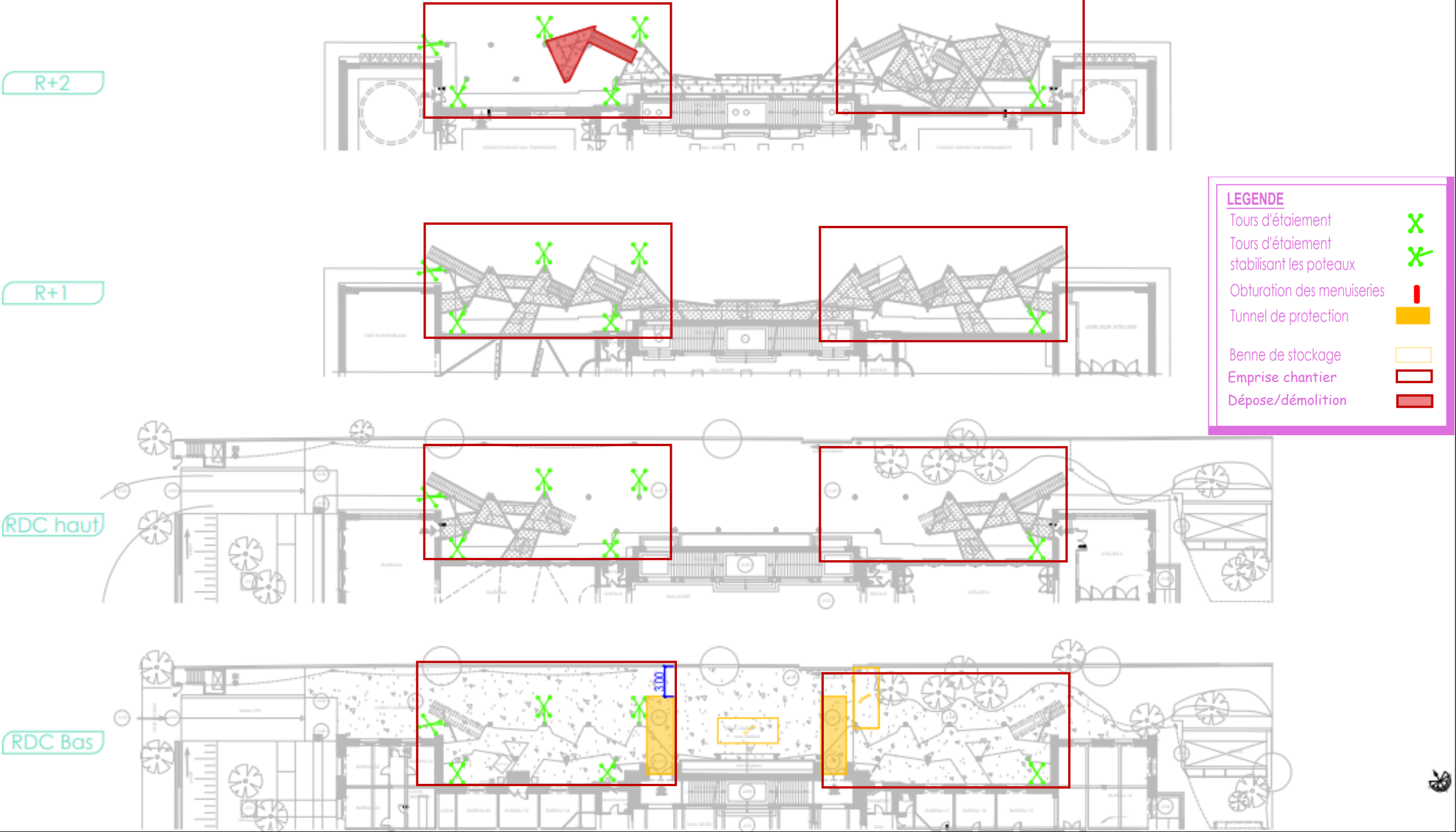
LEGENDE

- Tours d'étaie
- Tours d'étaie stabilisant les poteaux
- Obturation des menuiseries
- Tunnel de protection
- Benne de stockage
- Emprise chantier
- Dépose/démolition

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

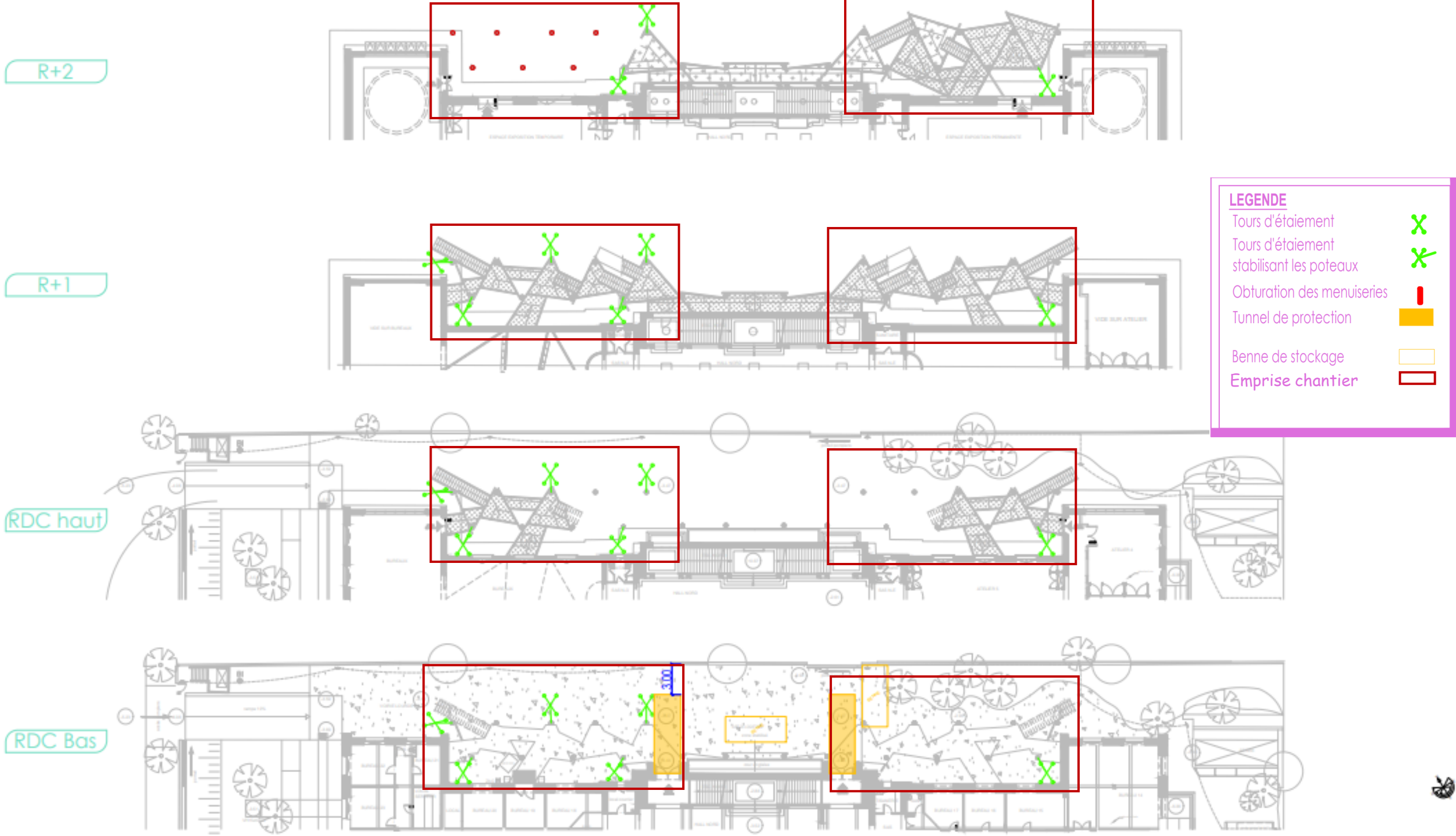
Phase B-2



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase B-3



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

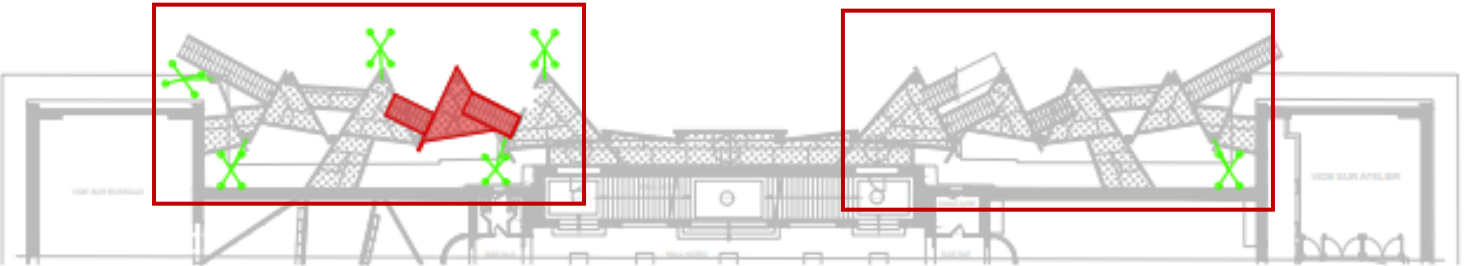
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase B-4

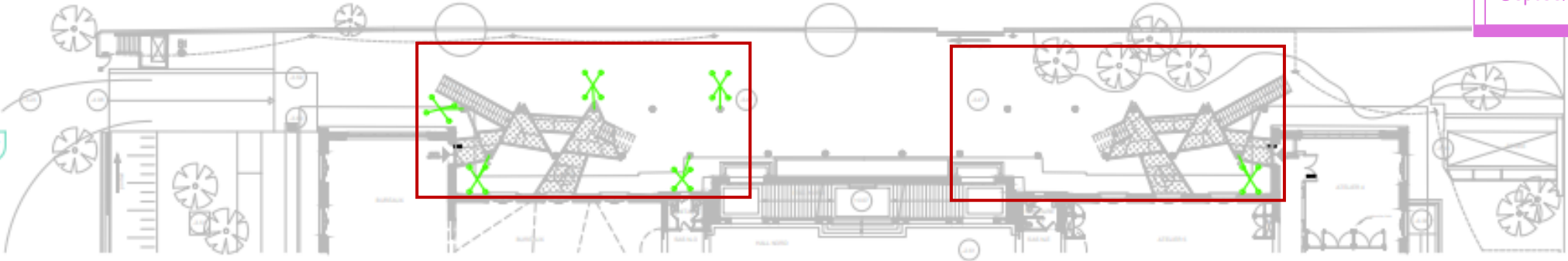
R+2



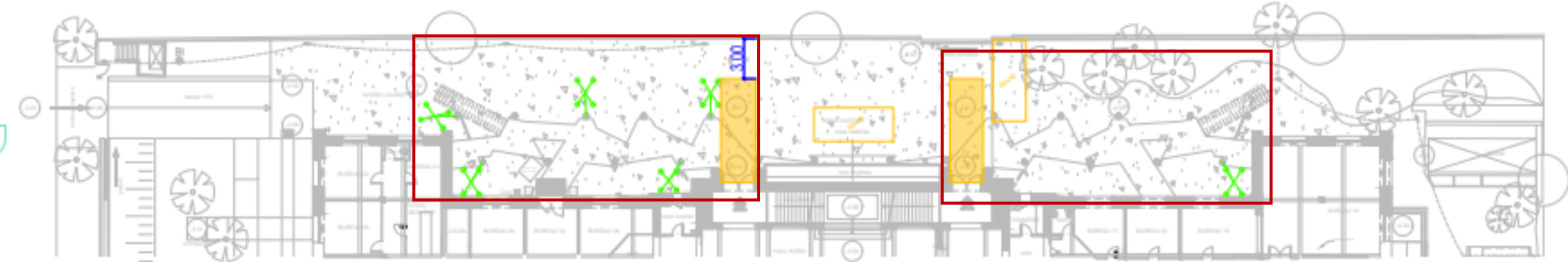
R+1



RDC haut



RDC Bas



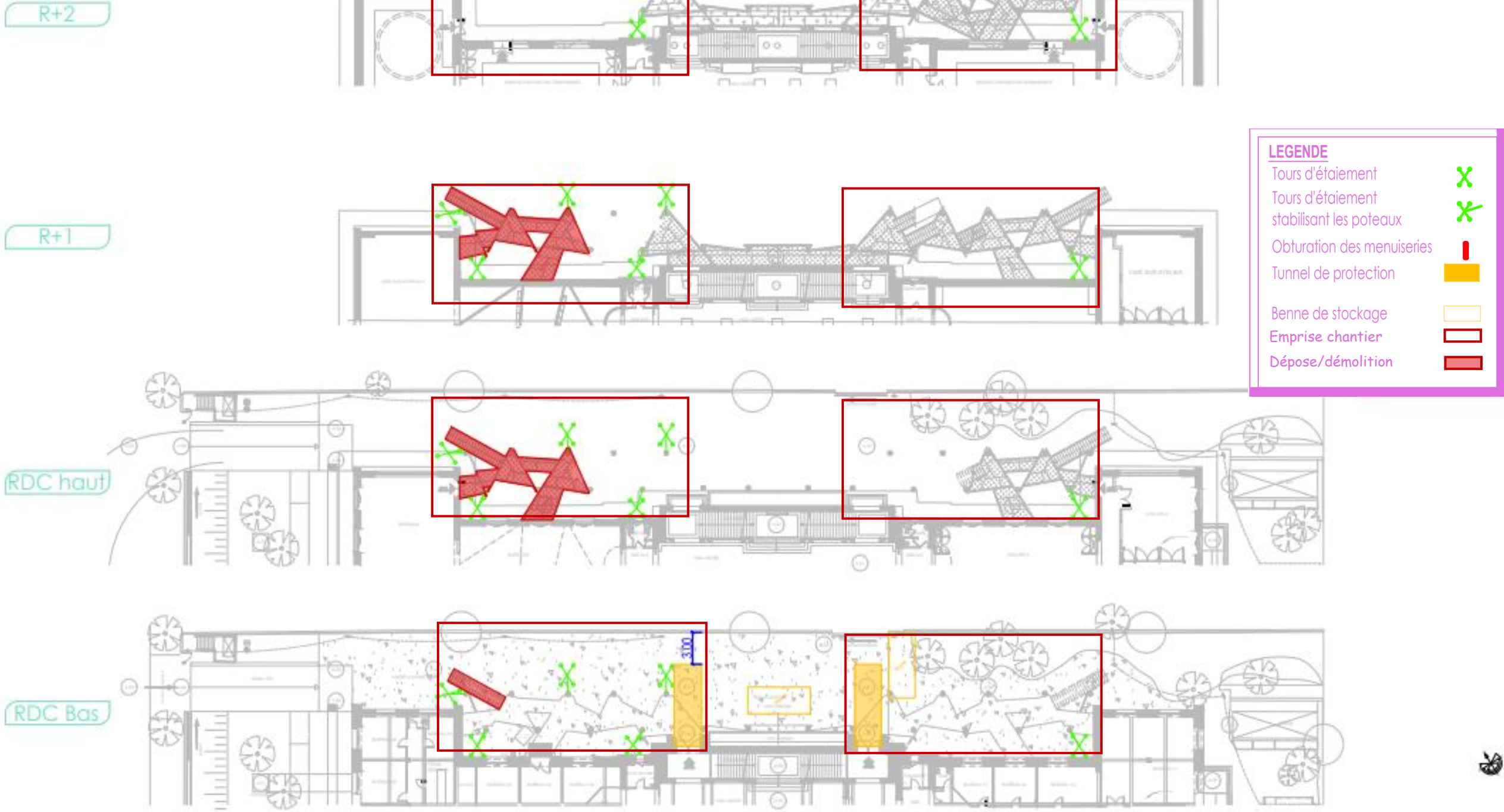
LEGENDE

- Tours d'étaie
- Tours d'étaie stabilisant les poteaux
- Obturation des menuiseries
- Tunnel de protection
- Benne de stockage
- Emprise chantier
- Dépose/démolition

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase B-5



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

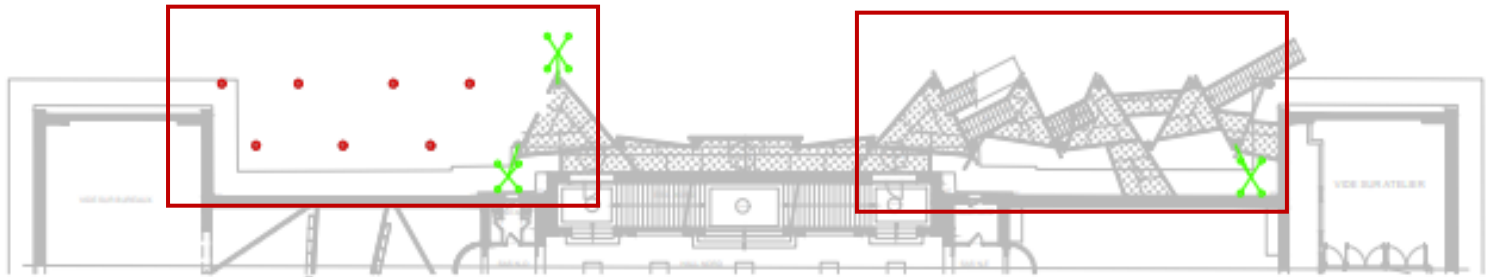
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase B-6

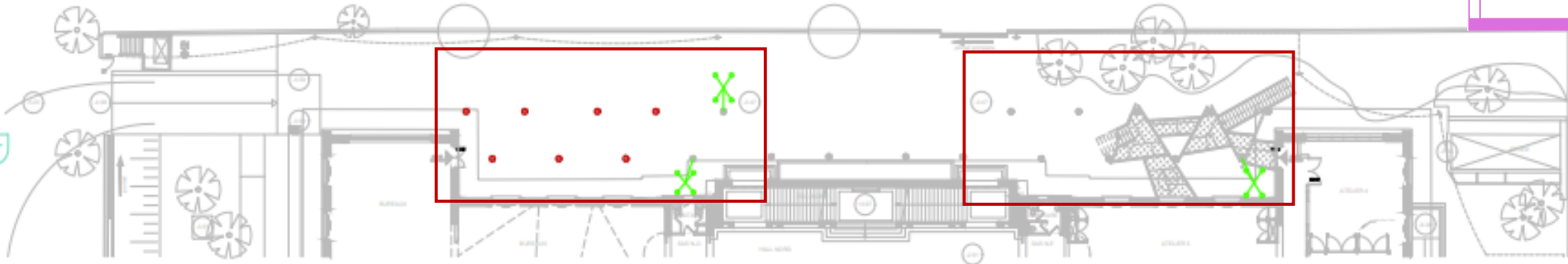
R+2



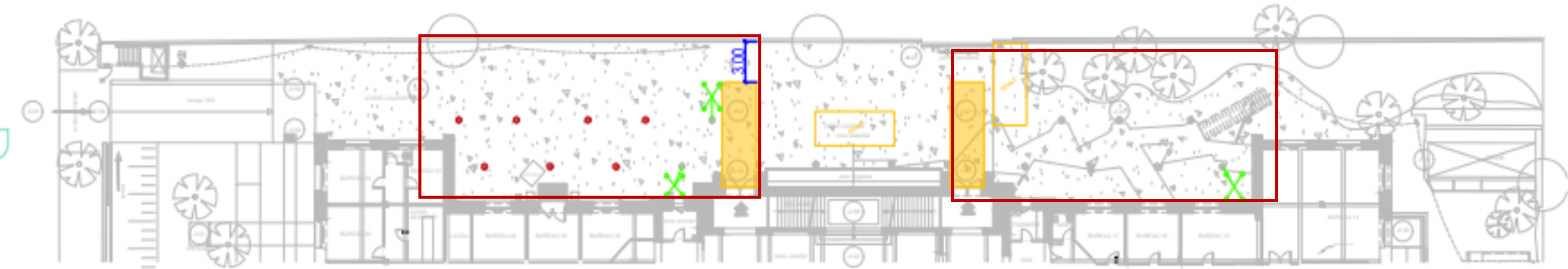
R+1



RDC haut



RDC Bas

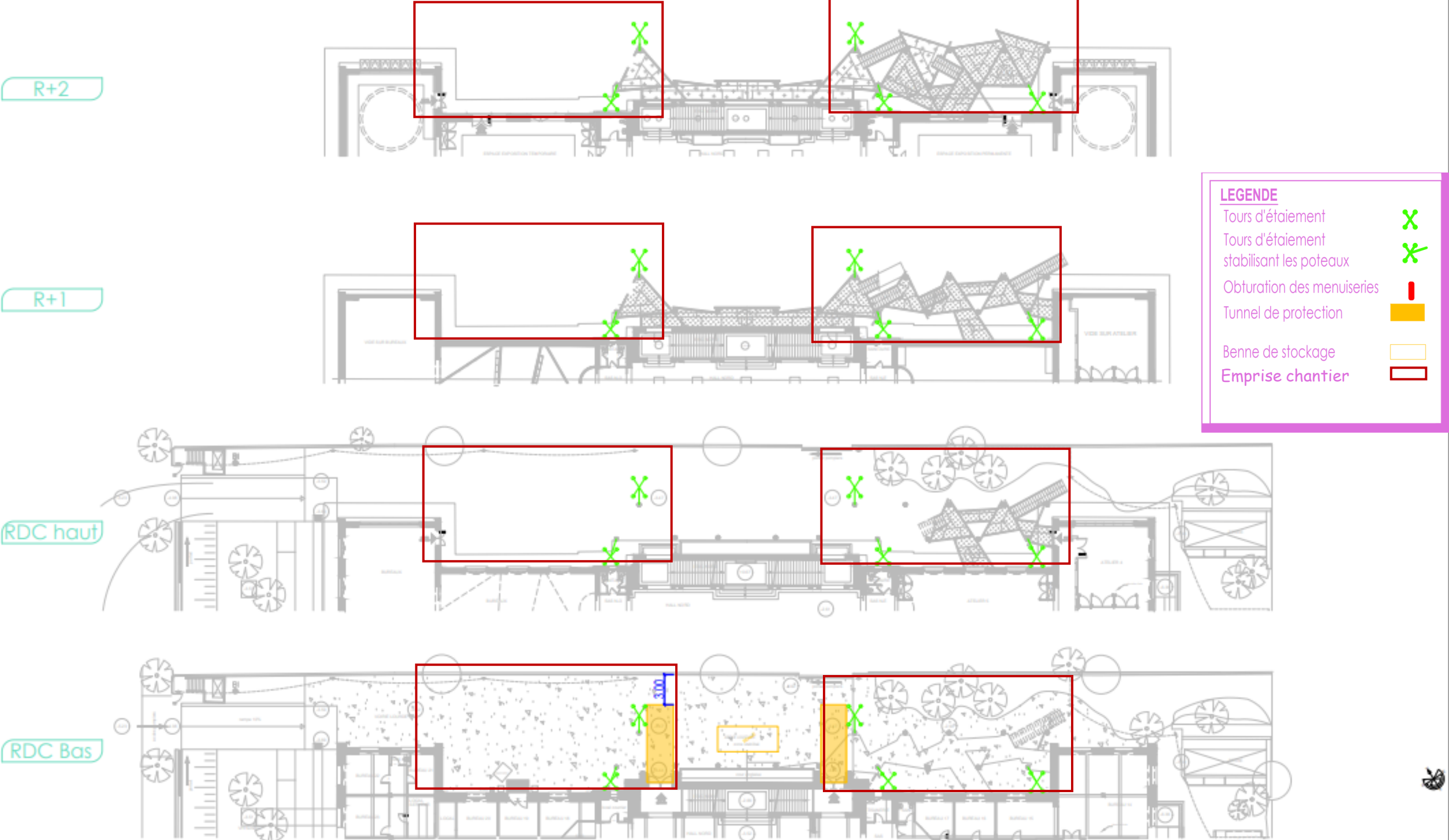


LEGENDE	
Tours d'étalement	X
Tours d'étalement stabilisant les poteaux	X
Obturation des menuiseries	I
Tunnel de protection	
Benne de stockage	
Emprise chantier	

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase C-1

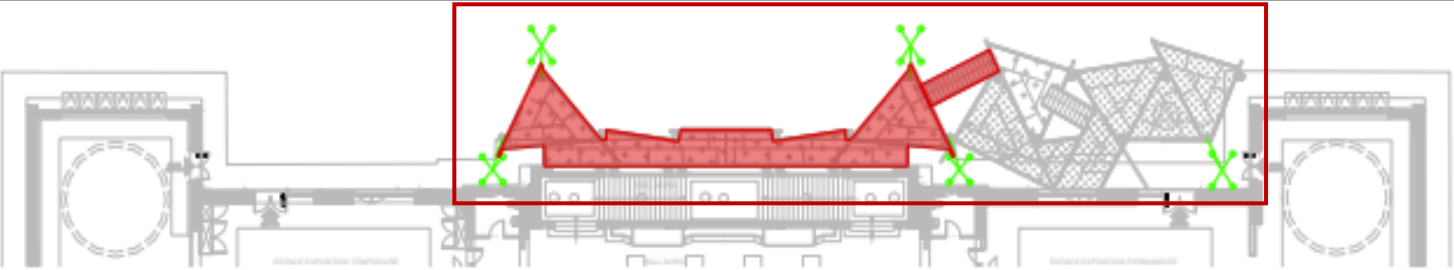


**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

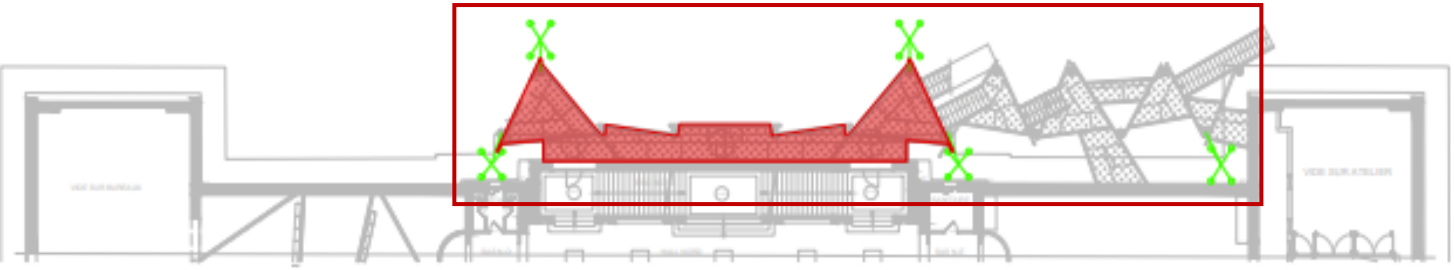
PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase C-2

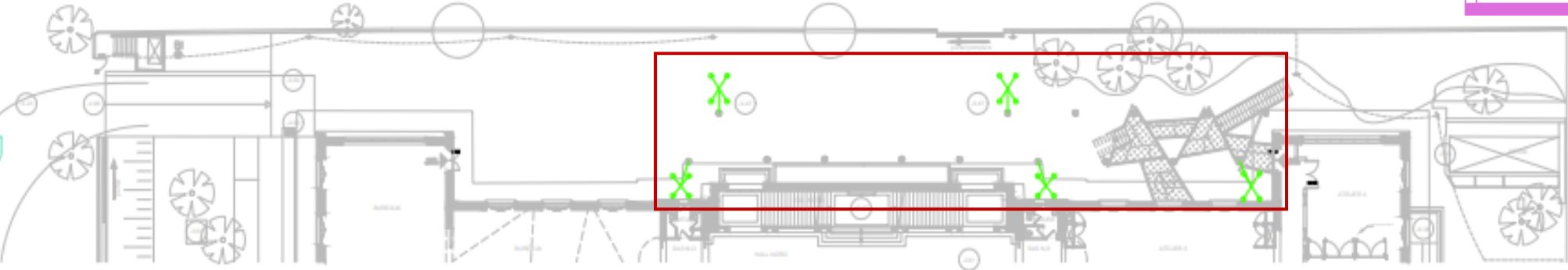
R+2



R+1



RDC haut



RDC Bas



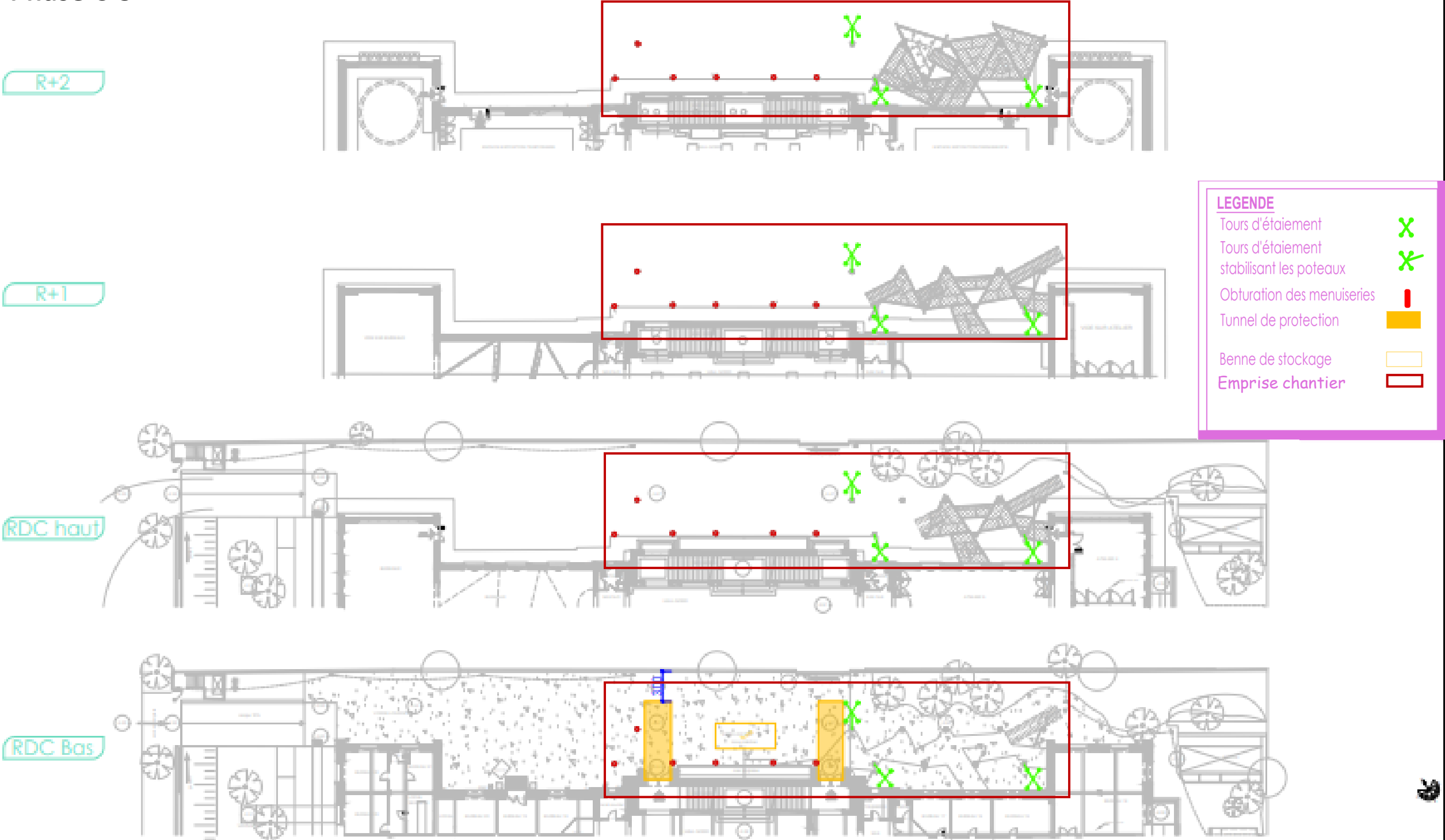
LEGENDE

- Tours d'éaiement 
- Tours d'éaiement stabilisant les poteaux 
- Obturation des menuiseries 
- Tunnel de protection 
- Benne de stockage 
- Emprise chantier 
- Dépose/démolition 

PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

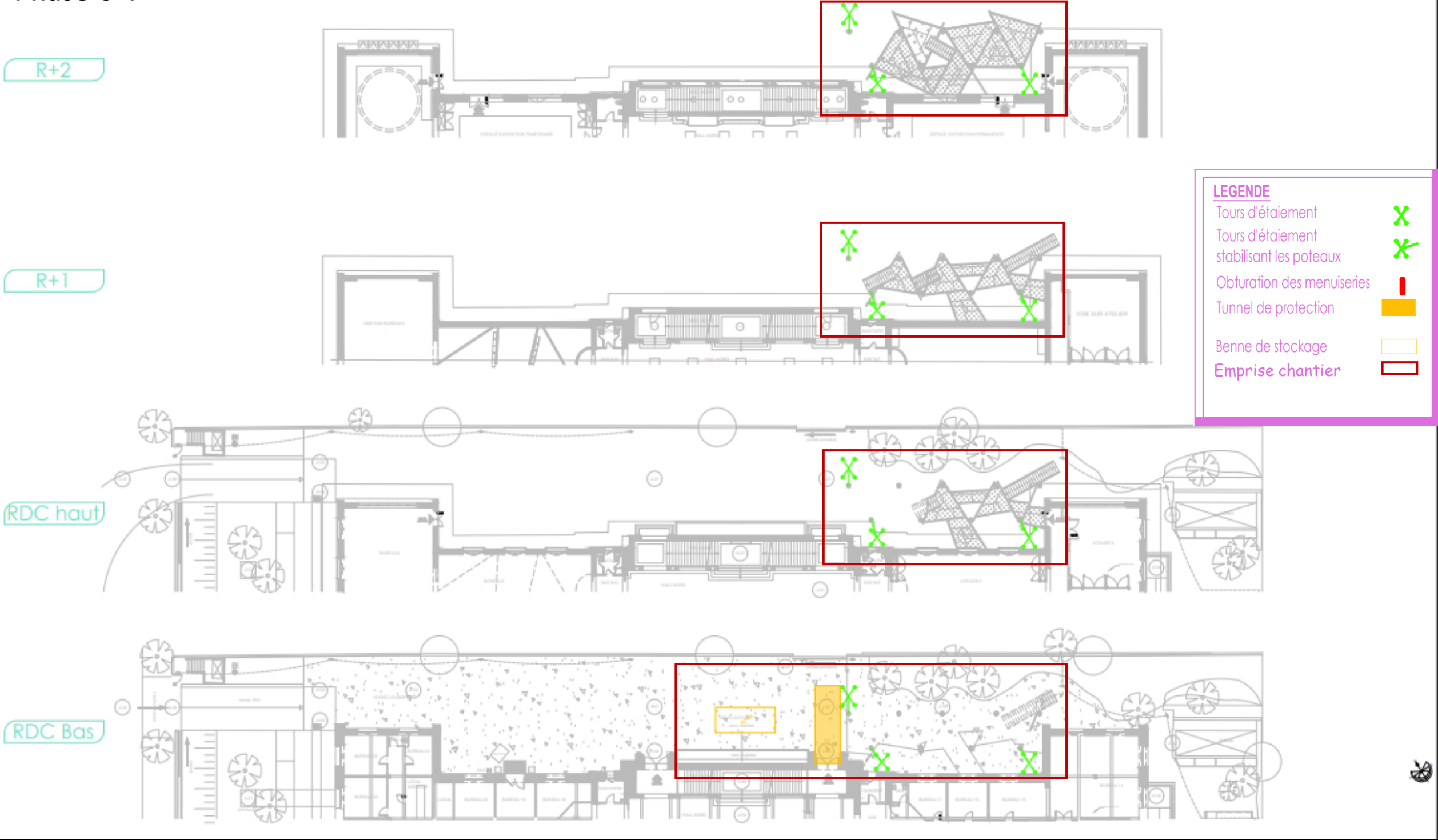
Phase C-3



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase C-4



**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase D-1

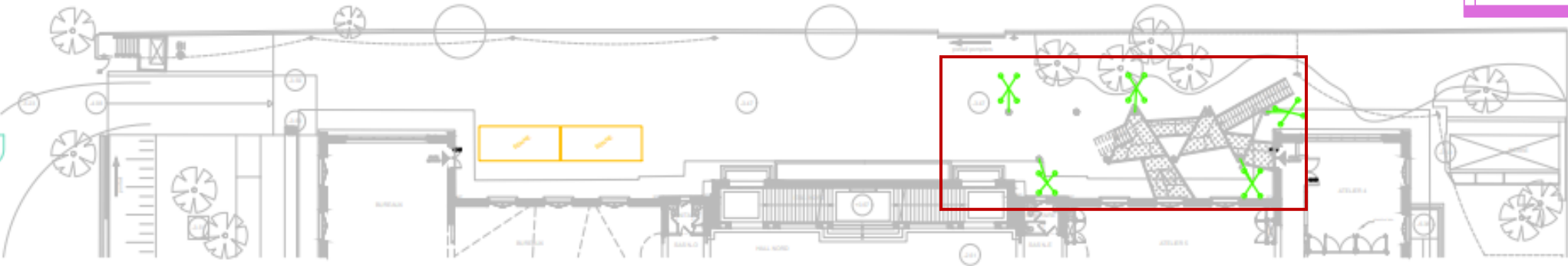
R+2



R+1



RDC haut



RDC Bas



LEGENDE

- Tours d'étaieiment
- Tours d'étaieiment stabilisant les poteaux
- Obturation des menuiseries
- Tunnel de protection
- Benne de stockage
- Emprise chantier

**PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD**

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase D-2

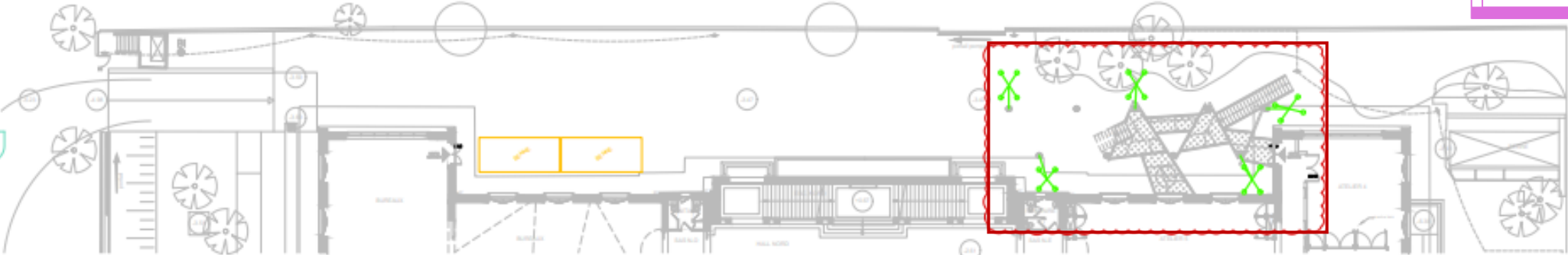
R+2



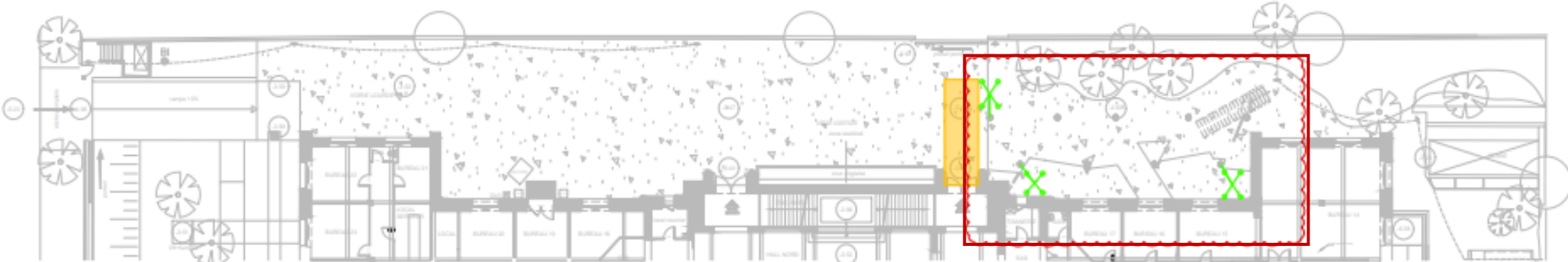
R+1









RDC haut



RDC Bas



- LEGENDE**
- Tours d'étaisement 
 - Tours d'étaisement stabilisant les poteaux 
 - Obturation des menuiseries 
 - Tunnel de protection 
 - Benne de stockage 
 - Emprise chantier 

PALAIS DE LA PORTE DOREE – MISE EN SECURITE DES ESCALIERS EN
FACADE NORD

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Phase D-3

